



Commission
européenne

PANORAMA

AUTOMNE 2016 / N° 58

Un programme
urbain pour l'UE

LES GRANDES
AMBITIONS
DES POUILLES



DÉVELOPPER
L'ÉCONOMIE
CIRCULAIRE



Politique
régionale
et urbaine

PANORAMA

ÉDITORIAL.....	03	LES POUILLES ATTIRENT L'ATTENTION.....	30
PROGRAMME URBAIN.....	04	COHESIFY ET L'IDENTITÉ EUROPÉENNE.....	36
FINALISTES DES PRIX REGIOSTARS.....	10	LA CAMPAGNE L'EUROPE DANS MA RÉGION.....	38
SOUTIEN FINANCIER AU LÄND DE MECKLEMBOURG-POMÉRANIE-OCCIDENTALE.....	14	INTERVIEW AVEC MARJORIE JOUEN.....	40
DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE.....	16	MOOC: LES FONDS EUROPÉENS EXPLIQUÉS.....	42
L'INNOVATION RÉGIONALE EN FINLANDE.....	20	NOUVELLES EN BREF.....	43
LES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT DU PORTUGAL.....	21	SE CHARGER DE LA MAFIA.....	45
LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES EN LANGUEDOC.....	23	UN PORTAIL QUI AIDE LES PME DANS UN PROJET DE TRANSPORT DURABLE.....	46
LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE À STOCKHOLM.....	24	PROJETS DE GRÈCE ET DE LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE.....	48
PHOTOGRAPHIÉ EN SLOVÉNIE.....	26	CARTES: ACCESIBILITÉ ROUTIÈRE.....	50
CONFÉRENCE DES RÉGIONS INTELLIGENTES.....	28	PROGRAMME.....	52



04



10



36



46

Dans cette édition...

Bienvenue dans l'édition automne 2016 de *Panorama*. L'article principal de cette édition est consacré au Programme urbain pour l'UE, établi par le pacte d'Amsterdam adopté cet été. Nous examinons de quelle manière ce programme compte améliorer la vie des citoyens au sein de l'UE. Nous nous intéressons également à la manière dont le nouveau paquet de mesures de la Commission destinées à promouvoir l'économie circulaire contribuera à réduire les déchets et à encourager la durabilité. Dans cette édition, notre reportage de fond sur l'une des régions européennes présente les Pouilles en Italie, et comprend une interview du président de la région et une sélection de projets récents réussis.

En outre, nous examinons les développements des stratégies de spécialisation intelligente, tandis que, dans la rubrique «La parole est à vous», nous donnons la parole aux parties

prenantes qui viennent d'Allemagne, de France, du Portugal, de Finlande et de Suède. Enfin, notre section projets présente les contributions de la région de la mer Baltique et de la Grèce, tandis que le projet élargi propose une présentation plus détaillée de la solution de mobilité verte aux Pays-Bas.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Ana Paula Laissy

ANA-PAULA LAISSY

*Chef de l'unité chargée de la communication,
Direction générale de la politique régionale et urbaine,
Commission européenne*

ÉDITORIAL

Beaucoup de choses se sont passées durant la période 2007-2013: l'Union européenne a été touchée par la plus grande crise économique et financière de son histoire; nous avons accueilli trois nouveaux États membres et nous avons adopté un ensemble ambitieux d'objectifs à atteindre d'ici 2020: la stratégie Europe 2020.

Afin de comprendre comment la politique de cohésion a réussi à traverser cette période délicate, la Commission a récemment publié les conclusions d'une évaluation consacrée à la politique régionale durant la période 2007-2013.

L'évaluation a été menée par des experts indépendants qui ont interviewé plus de 3000 bénéficiaires et 1000 employés des autorités de gestion chargées de la mise en œuvre des programmes, et ont démontré l'impact des fonds européens sur l'économie.

Durant la période 2007-2013, 270 milliards d'euros ont été investis par l'intermédiaire du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion. Ce financement, qui était essentiel pour de nombreux États membres, représentait entre 20 et 50 % de l'investissement des capitaux disponibles dans la plupart des pays et a même atteint 57 % dans un État membre (la Hongrie).

L'évaluation a montré que ces investissements avaient permis de soutenir 250 000 PME et de créer 1 million d'emplois entre 2007 et 2013, ce qui équivaut à un tiers de la création nette d'emplois au sein de l'UE durant la même période. En outre, pour chaque euro investi, 2,74 euros de PIB supplémentaire devraient être générés d'ici 2023.



Ces effets positifs s'étendent dans toutes les régions et tous les États membres de l'UE, et améliorent le niveau de vie des citoyens dans des domaines tels que les transports, l'environnement, l'efficacité énergétique, l'éducation et les soins de santé.

L'évaluation a également permis de déterminer les éventuelles améliorations à mettre en œuvre. Elle a par exemple confirmé notre conviction qu'il était nécessaire de mettre en place des objectifs et des systèmes plus clairs pour suivre les avancées et évaluer les résultats des programmes.

Ces points ont déjà été abordés dans la réforme 2014-2020. De plus, la Commission et les décideurs politiques des États membres fournissent des efforts continus afin d'améliorer davantage l'approche fondée sur les résultats de notre politique à l'avenir.

Fournir des résultats – améliorer les vies de 500 millions de citoyens européens – représente en effet notre plus grande priorité.

Dans cette édition de Panorama, vous découvrirez de nombreux exemples concrets ainsi que des histoires vraies et des témoignages de personnes directement concernées par la politique de cohésion, qui démontrent comment les fonds européens peuvent contribuer à atteindre cet objectif. ■

CORINA CREȚU

Commissaire européenne à la politique régionale



Établir des partenariats pour améliorer les zones urbaines

Le 30 mai, les ministres chargés de l'urbanisme ont approuvé le pacte d'Amsterdam qui établit le programme urbain pour l'UE. Le 24 juin, le Conseil des affaires générales l'a officiellement approuvé. Son objectif consiste à collaborer avec toutes les parties prenantes sur un pied d'égalité afin d'améliorer les villes et les banlieues européennes.

Les zones urbaines, où résident la majorité des citoyens européens et qui représentent les moteurs de l'économie de l'UE, bénéficieront d'une approche collaborative innovante pour élaborer et mettre en œuvre les politiques en se concentrant sur le niveau local, tout en comportant une importante dimension européenne. En collaborant, les autorités municipales, les États membres, les institutions de l'UE et les autres parties prenantes, dont les ONG et les entreprises, permettront au programme urbain de soutenir le développement économique et social de l'Europe.

Il vise à fournir aux citoyens de nouvelles opportunités, à améliorer leur qualité de vie et à répondre aux principaux défis urbains, allant de l'emploi à l'inclusion sociale, en passant par la mobilité, l'environnement et le changement climatique.

Intelligente, durable et inclusive

L'Union européenne fait partie des régions les plus urbanisées du monde. Plus de 70% des citoyens européens vivent dans une ville, une banlieue ou une zone urbaine similaire, et ce

chiffre devrait atteindre 80% d'ici 2050 selon les Nations unies. Plus de 70% de tous les emplois en Europe s'effectuent dans des zones urbaines, alors que les villes abritent plus de 80% de la population âgée de 25 à 64 ans diplômée de l'enseignement supérieur.

Ainsi, l'évolution des villes aura un impact considérable sur le développement économique, social et environnemental de l'Europe dans son ensemble, et constituera un facteur important dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

À VENIR...

Le rapport sur l'état des villes européennes

Le rapport sur l'état des villes européennes, les villes ouvrant la voie vers un meilleur avenir, montre de quelle manière les villes contribuent à la réalisation des stratégies et des objectifs européens. Les villes jouent un rôle essentiel en stimulant l'innovation et l'éducation, en soutenant l'intégration sociale et en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le rapport souligne l'utilisation efficace des ressources des villes et, grâce à de bons systèmes de gouvernance, cela pourrait être renforcé davantage. Le rapport a été créé dans l'objectif de soutenir le programme urbain pour l'Union européenne et le nouveau programme urbain. Il sera lancé en octobre à Bruxelles.



^ Bratislava, Slovaquie

Toutefois, les villes et les banlieues comportent de nombreux défis à relever, tels que la ségrégation, le chômage et la pauvreté. Le programme urbain reconnaît donc le rôle qu'elles peuvent jouer pour résoudre les problèmes socio-économiques les plus urgents de l'Europe, et il s'appuie sur celui des autorités municipales qui constituent l'échelon du gouvernement le plus proche des citoyens.

Selon Corina Crețu, Commissaire européenne en charge de la politique régionale: «Les villes sont des centres de créativité et des moteurs de la croissance européenne, mais elles font face à des défis majeurs, tels que l'exclusion sociale, la pollution atmosphérique ou le chômage, que nous devons relever ensemble. Notre engagement pour un programme urbain montre que nous accordons une plus grande priorité aux questions urbaines et que nous sommes prêts à tenir davantage compte du point de vue des villes sur les solutions qui fonctionnent et celles qui doivent être améliorées.»

Le programme urbain définira 12 partenariats impliquant chacun 15 à 20 parties prenantes qui collaboreront sur un pied d'égalité pour aborder 12 thèmes prioritaires.

En ce qui concerne l'aspect socio-économique, ces priorités comprennent la création d'emplois et le développement de l'éducation dans l'économie locale, la lutte contre la pauvreté urbaine et des solutions aux problèmes du logement et de la mobilité. Des initiatives sont également prévues pour encourager l'intégration des immigrants et des réfugiés. Les défis environnementaux représentent une autre priorité, y compris l'utilisation durable des terres, le développement de l'économie circulaire, l'adaptation au changement climatique, l'utilisation de l'énergie et la qualité de l'air.

12 THÈMES PRIORITAIRES

- › Emplois et compétences dans l'économie locale
- › Pauvreté urbaine
- › Logement
- › Inclusion des migrants et des réfugiés
- › Utilisation durable des terres et solutions fondées sur la nature
- › Économie circulaire
- › Adaptation au changement climatique
- › Transition énergétique
- › Mobilité urbaine
- › Qualité de l'air
- › Transition numérique
- › Marchés publics novateurs et responsables

D'autres questions seront traitées, comme la transition vers une économie numérique, les marchés publics responsables et les thèmes transversaux, tels que les petites et moyennes villes, les liens entre zones urbaines et rurales, ou l'innovation.

Cibler les projets

Quatre projets de partenariat – aborder le logement, l'intégration des migrants et des réfugiés, la pauvreté et la pollution atmosphérique – ont déjà été lancés, et d'autres devraient démarrer l'année prochaine.

Par exemple, la ville d'Amsterdam coordonne le projet centré sur l'inclusion des migrants et des réfugiés. En s'appuyant sur la volonté et la capacité d'intégration des communautés locales, l'initiative portera sur le logement, l'intégration culturelle, la prestation de services publics, l'inclusion sociale, l'éducation et les mesures en faveur du marché de l'emploi. Elle permettra également de créer des opportunités pour les deuxième et troisième générations de familles d'immigrants.

- ▼ Forum du Comité des régions sur le programme urbain pour l'UE qui s'est tenu à Amsterdam le 30 mai 2016: en partant de la gauche vers la droite: Raffaele Cattaneo, membre du CdR et président du Conseil de la région de Lombardie), Corina Crețu, commissaire européenne en charge de la politique régionale, et Ronald Plasterk, ministre de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume, Pays-Bas.



Chacun de ces projets implique une collaboration sur un pied d'égalité entre les experts des États membres, la Commission européenne, les villes, les ONG et les autres parties prenantes, qui déterminent chacun leur niveau de participation.

Une nouvelle façon de travailler

Comme la commissaire Crețu l'explique: «Il s'agit d'une réelle gouvernance à plusieurs niveaux: le programme urbain pour l'UE n'est pas dirigé par l'UE (approche communautaire), ni par les États membres (intergouvernementale), ni par les villes ou les parties prenantes. Il s'agit d'une nouvelle façon de travailler.»

Le projet qui s'étend sur trois ans implique la participation de trois directions générales de la Commission européenne (politique régionale et urbaine; migration et affaires intérieures; et emploi, affaires sociales et inclusion). Les autres parties prenantes comprennent des organisations, telles qu'EUROCI-TIES, le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (CERE), les villes d'Athènes, de Berlin, d'Helsinki, de Barcelone et les États membres: le Portugal, l'Italie, la Grèce et le Danemark.

Les Pays-Bas coordonnent également un projet pilote sur la qualité de l'air afin de fournir une aide concrète aux villes, en étudiant l'impact de la pollution atmosphérique dans les zones urbaines et en dressant les lignes directrices des meilleures pratiques liées à la mise en œuvre des politiques. En outre, il améliorera la capacité des villes à mettre en œuvre des réglementations environnementales sur la qualité de l'air et à accéder aux financements disponibles aux niveaux national et européen.

D'autres initiatives pilotes comprennent un projet coordonné par la Slovaquie visant à développer des solutions de logements abordables de haute qualité, ainsi qu'une initiative supervisée conjointement par la Belgique et la France, et destinée à relever le défi de la pauvreté urbaine, en traitant à la fois la réhabilitation des quartiers défavorisés et l'intégration socio-économique des résidents.

FINANCEMENT POUR LES VILLES AU TITRE DES FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS (FONDS ESI)

Durant la période de financement 2014-2020, les investissements du fonds ESI ciblent directement les zones urbaines afin de créer de meilleures opportunités pour une mobilité urbaine durable, la réhabilitation physique, économique et sociale des communautés défavorisées et une meilleure capacité de recherche et d'innovation:

FSE:

1,5 milliard d'euros alloués au développement urbain durable

URBACT:

96 millions d'euros pour le développement urbain intégré

Actions urbaines innovatrices:

370 millions d'euros

Interreg Europe:

425 millions d'euros, dont une somme considérable pour les villes

ESPN:

49 millions d'euros, dont une part destinée aux études urbaines



^ Amsterdam, Pays-Bas

« Notre engagement pour un programme urbain montre que nous accordons une plus grande priorité aux questions urbaines »

Corina Crețu, Commissaire européenne en charge de la politique régionale

En effet, le programme urbain est une méthode destinée à traiter les questions urbaines de manière plus directe afin que les différentes organisations et parties prenantes puissent travailler plus étroitement avec les villes et, à leur tour, leur demander de relever davantage de défis. Enfin, cette approche aura un impact important sur le développement urbain et apportera des résultats concrets pour les citoyens.

Les autorités municipales se trouvent naturellement au centre du programme. Elles sont généralement le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, leur premier point de contact avec l'administration publique en ce qui concerne de nombreuses questions, et les organismes publics avec lesquels ils ont le plus d'interaction de manière régulière.

Bien que l'UE n'ait pas de compétence explicite en matière de politique urbaine, de nombreuses politiques européennes sont mises en œuvre dans les villes par ces dernières. Par exemple, le plan d'investissement de la Commission européenne pour l'Europe, qui vise à mobiliser des investissements de l'ordre d'au moins 315 milliards d'euros sur trois ans pour soutenir l'économie réelle, comporte une dimension urbaine considérable. Sur ses dix priorités, sept sont étroitement liées aux zones urbaines, qu'il s'agisse d'améliorer la mobilité des citoyens, de développer des infrastructures énergétiques pour soutenir les petites et moyennes entreprises, de relancer la création d'emplois ou de renforcer la croissance économique.

Fondamentalement, une plus grande implication est demandée à l'UE pour soutenir le développement urbain. Une consultation publique menée en 2014 a mis en lumière le souhait de nombreuses villes et parties prenantes de voir la Commis-

sion européenne s'engager davantage au niveau local afin de rendre ses politiques plus efficaces et de les mettre en œuvre à moindre coût. À son tour, cette approche devrait refléter les principes de subsidiarité et de proportionnalité de la Commission, en vertu desquels l'UE doit concentrer ses actions sur les domaines où elle peut faire une réelle différence.

Les principaux acteurs

Ainsi, la Commission aura un rôle central dans l'élaboration du programme urbain pour l'UE, en y apportant son expertise, en mettant en œuvre des actions et en facilitant le processus. Les autres parties prenantes impliquées en tant que partenaires égaux sont le Parlement européen, le Comité des régions, le Comité économique et social européen, les États membres, les villes et de nombreux experts, des ONG et des entreprises, tous ceux qui ont affiché leur soutien au programme urbain.

Le pacte d'Amsterdam reconnaît également que la Banque européenne d'investissement joue un rôle important dans le financement d'investissements dans les zones couvertes par le programme urbain. Il propose différents types de financements aux villes: des prêts, des instruments financiers, l'association de subventions et de prêts pour les investissements urbains, et il fournit des conseils aux États membres et aux villes. La BEI peut participer aux partenariats du programme urbain et elle assistera aux réunions destinées à aborder les résultats en qualité d'observateur.



^ Lors de la conférence sur le programme urbain, les ministres de l'UE chargés de la politique urbaine ont adopté le pacte d'Amsterdam

La nécessité de cette approche collaborative à plusieurs niveaux s'illustre par la mise en œuvre de nombreuses politiques publiques. Par exemple, dans le cas des logements sociaux, l'UE fixe certaines règles, comme des règlements sur l'efficacité énergétique des bâtiments, mais ce sont les États membres qui décident du nombre de logements sociaux. D'autres organismes peuvent apporter un financement et, enfin, ce sont les villes qui construisent les bâtiments et qui servent de lien avec les habitants. Il est dès lors important que toutes les parties prenantes – du niveau européen jusqu'au niveau local et les citoyens – soient impliquées dans le processus.

Conformément à l'approche collaborative au cœur du programme urbain, toutes les parties prenantes qui contribuent auront la possibilité de le faire, en s'assurant que personne n'est exclu et que les procédures sont transparentes et accessibles à tous.

Un plus grand impact à moindre coût

Cette approche est étroitement liée à l'engagement de la Commission européenne pour «une meilleure réglementation» – une stratégie destinée à garantir que les politiques et lois européennes sont conçues pour atteindre leurs objectifs à un coût minimal.

Le programme pour «une meilleure réglementation» s'assure que la politique est préparée, mise en œuvre et examinée de manière ouverte, transparente et fondée sur les meilleures données mises à disposition, et qu'elle est soutenue par les parties prenantes. En outre, la Commission évalue les effets escomptés et obtenus des politiques, de la législation et d'autres mesures importantes à chaque étape du cycle politique, à savoir la planification, la mise en œuvre, l'examen et la révision ultérieure.

Dans le cadre du programme urbain, cette procédure s'assure que les plans d'action conçus par les partenariats se concentrent sur une mise en œuvre plus efficace et cohérente des politiques européennes actuelles dans les villes dans différents domaines, tels que l'environnement, les transports et l'emploi. La Commission s'attachera à faciliter l'accès aux financements européens, à promouvoir les associations de fonds européens et à améliorer la base de connaissances en ce qui concerne les affaires urbaines et l'échange des meilleures pratiques.

Pour illustrer cette approche, un «guichet unique», qui se présente sous la forme d'une plateforme internet sur le site Europa, fournira un point d'entrée unique pour les villes et les parties prenantes, et leur permettra d'accéder à des informations complètes, fiables et personnalisées sur les initiatives urbaines de l'UE.

Selon la commissaire Crețu: «Jusqu'à présent, les villes n'ont pas été suffisamment impliquées dans l'élaboration de nos politiques et n'ont pas été suffisamment mobilisées dans leur mise en œuvre, par exemple en ce qui concerne l'utilisation des fonds européens. Grâce au programme urbain pour l'UE, cette

situation va changer. Nous pouvons rendre nos politiques plus efficaces et les mettre en œuvre à moindre coût.» ■

« Il s'agit d'une réelle gouvernance à plusieurs niveaux. Il s'agit d'une nouvelle façon de travailler »

Corina Crețu, Commissaire européenne en charge de la politique régionale

POUR EN SAVOIR PLUS

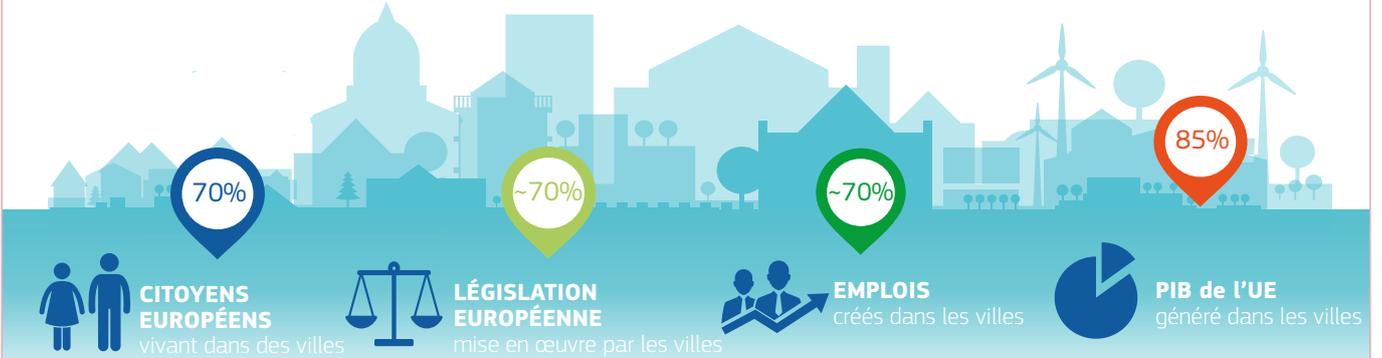
<http://urbanagendaforthe.eu/>

<http://urbanagendaforthe.eu/pactofamsterdam/>

Programme urbain de l'UE: <http://europa.eu/!nc84Rf>

PROGRAMME URBAIN POUR L'UE

TRAVAILLER ENSEMBLE
POUR DE MEILLEURES
VILLES



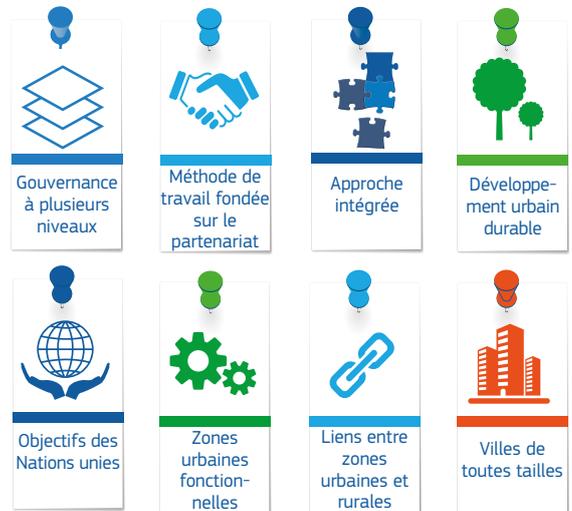
OBJECTIFS



“ La Commission jouera un rôle actif et continuera à faciliter la mise en œuvre du Programme urbain ”

Corina Crețu
Commissaire européenne à la politique régionale

PRINCIPES CLÉS



12 THÈMES PRIORITAIRES

PARTENARIATS DÉJÀ LANCÉS



CALENDRIER





Prix RegioStars 2016: 23 projets en finale

Encore une fois, les Prix RegioStars de cette année ont mis l'accent sur les projets régionaux les plus remarquables d'Europe. Sur les 104 candidatures reçues, un jury composé d'experts a sélectionné 23 finalistes issus de 14 États membres. Les trophées seront remis aux lauréats le 11 octobre au cours de la Semaine européenne des régions et des villes 2016.

CETTE ANNÉE, LES AUTORITÉS DE GESTION POUVAIENT SOUMETTRE DES PROJETS DANS CINQ CATÉGORIES DE PRIX:

CROISSANCE INTELLIGENTE: les nouvelles possibilités de l'économie mondiale

CROISSANCE DURABLE: l'économie circulaire

CROISSANCE INCLUSIVE: l'intégration - création de communautés inclusives et multiculturelles

CITYSTAR: des solutions innovantes pour un développement urbain durable

GESTION EFFICACE DES FONDS: faire une différence en gérant différemment

LES FINALISTES

CROISSANCE INTELLIGENTE

1. BRIDGE: Comté de Västra Götaland, Suède (Fonds européen de développement régional – FEDER)

Le programme BRIDGE a été élaboré pour aider l'industrie de la technologie médicale suédoise à développer son marché sur la scène internationale. Les 27 initiatives et startups participantes de ce secteur ont profité d'une meilleure compréhension du marché et d'une feuille de route pour explorer de nouveaux marchés.

<http://www.sahlgrenskasciencepark.se/>

2. Copenhagen Cleantech Cluster: Région de la capitale du Danemark (FEDER)

Le projet Cleantech visait à garantir la croissance intelligente, l'innovation et la coopération entre les entreprises du secteur des technologies propres et les institutions scientifiques. Le groupe a créé 1096 emplois, soutenu 126 startups et, après sa fusion avec le Danish Clean Energy Cluster, il compte désormais plus de 170 membres. <http://cleancluster.dk/>

3. Crossroads: Interreg Belgique et Pays-Bas (FEDER)

Le projet Crossroads encourageait la coopération entre les entreprises et les instituts de recherche de part et d'autre de la frontière belgo-néerlandaise. Les 150 sociétés participantes ont mené 25 projets d'innovation transfrontalière, 13 études de faisabilité et 40 expériences, qui ont conduit à l'introduction de plusieurs nouveaux produits et processus sur le marché.

<http://www.crossroadsproject.eu/>

4. Campus de recherche InfectoGnostics de Jena: Thuringe, Allemagne (FEDER)

Pouvoir diagnostiquer et identifier les infections rapidement peut sauver des vies. Suite à une coopération intersectorielle à long terme, les technologues et les scientifiques ont élaboré des tests innovants de diagnostic au point d'intervention, qui sont également plus efficaces et commercialisables grâce à la photonique. <http://www.infectognostics.de/>

5. Mapping Basilicata: Basilicate, Italie (FEDER)

Le projet a été conçu pour relancer l'économie de la région en renforçant la présence de PME locales sur les marchés internationaux. Ce résultat a été atteint en introduisant des processus de production innovants et en modernisant l'image de certains secteurs industriels. Plus de 20 événements ont été organisés, trois marques régionales ont été lancées et plus de 200 produits ont été introduits sur les marchés étrangers. <http://www.sviluppobasilicata.it/>

CROISSANCE DURABLE

1. Brussels Greenbizz: Région de Bruxelles-Capitale, Belgique (FEDER)

Cet «incubateur d'entreprises écologiques» soutient les projets entrepreneuriaux et les startups en fournissant des espaces de bureau entièrement équipés, des ateliers et des services administratifs. Les premiers résultats sont prometteurs et, d'ici trois à quatre ans, l'occupation devrait augmenter pour atteindre 90% et créer environ 200 emplois. <http://www.greenbizz.brussels/en/>

2. Centro Bio: Bio-industries, bioraffineries et bioproduits: Région Centre, Portugal (FEDER)

Ce centre d'innovation aide les régions rurales à moins dépendre de l'énergie et des matières premières en collaborant sur des produits et des technologies innovants qui reposent sur l'économie circulaire. Le projet a déjà contribué à mettre au point 24 sous-projets de recherche et de développement. Il a supervisé la création de quatre entreprises par essaimage et six startups, et il a apporté un investissement complémentaire de 125 millions d'euros. <http://www.blc3.pt/>

3. Circular Ocean (Interreg, Royaume-Uni/Irlande/Groenland/Norvège) (FEDER)

Ce projet consiste à réutiliser les déchets marins, comme les filets de pêche et les cordes rejetés. Grâce à ses actions, le

projet encourage l'éco-innovation, l'entrepreneuriat efficace et respectueux de l'environnement, et permet de réduire les taux de déchets marins. Les matériaux rejetés peuvent également être réutilisés sous forme de béton armé, de briques et d'isolation de toiture. <http://www.circularocean.eu/>

4. Construction d'un site de traitement des déchets pour l'association de municipalités établie à cet effet: Voïvodie de Lublin, Pologne (FEDER)

Le projet a financé une nouvelle usine de traitement des déchets dotée d'une technologie permettant la collecte de l'ensemble des déchets de la ville et le traitement distinct des emballages, des matières organiques, du ballast, des déchets dangereux et des déchets minéraux. Ces améliorations seront bénéfiques pour l'environnement et la santé des citoyens. <http://www.proekob.pl/>

5. Technologies innovantes dans le traitement des déchets issus de la production viticole: Ville de Zagreb et Comitat d'Istrie, Croatie (FEDER)

La collaboration entre les scientifiques, les chercheurs et les PME du secteur viticole a abouti à de nouvelles technologies



▲ La commissaire Crețu à la cérémonie des Prix RegioStars 2015

écologiquement acceptables afin d'exploiter le potentiel des déchets organiques issus de la production viticole et de réduire considérablement l'impact environnemental de l'industrie.

http://www.pbf.unizg.hr/en/departments/department_of_food_engineering/laboratory_for_technology_of_fruits_and_vegetables_preservation_and_processing/

CROISSANCE INCLUSIVE

1. Academy of Social Economy: Voïvodie de Petite-Pologne, Pologne (Fonds social européen – FSE)

Le projet a permis de mettre en contact des personnes faisant face à des situations difficiles, comme les chômeurs, les personnes handicapées, les réfugiés, les malades mentaux et les toxicomanes, avec des organisations qui les ont aidées à réintégrer la société. Plus de 1700 personnes en ont bénéficié, ainsi que 245 entités de l'économie sociale et 203 entités de service. <http://www.rops.krakow.pl/>

2. Diversity for kids: Interreg, Tyrol/Trentin-Haut-Adige, Autriche et Italie (FEDER)

Des activités récréatives partagées par environ 1800 enfants et 100 enseignants en Autriche et en Italie ont été conçues pour promouvoir la prise de conscience culturelle. Le projet a non seulement permis des progrès en classe, mais il a aussi développé les compétences des enseignants en encourageant le dialogue et la non-discrimination.

<http://www.diversity4kids.eu/de/>

3. Euregio Barrierefrei: Interreg, Autriche et Allemagne (FEDER)

L'objectif consistait à attirer l'attention sur les besoins des personnes souffrant d'un handicap mental en matière d'accessibilité grâce à des initiatives dans le tourisme accessible. Une plateforme en ligne a été mise en place afin de promouvoir des logements de vacances adaptés – 90 installations pour touristes ont été examinées et enregistrées, et la plupart des associations touristiques sont désormais connectées au portail de Barrierefrei. <http://clw-traunreut.de/>

4. Vives Emplea – le travail d'équipe pour l'inclusion sociale et professionnelle: projet national, Espagne (FSE)

Ce programme aide les personnes sans emploi à améliorer leurs compétences sociales et professionnelles, grâce à des

sessions de groupe, au mentorat et à des opportunités de mise en réseau. Depuis avril 2014, 44 projets ont été développés et ont attiré 1325 participants, dont 54% ont trouvé un emploi et 29% ont entamé des études.

<https://www.accioncontraelhambre.org/es>

CITYSTAR

1. Abattoir: Foodmet avec Urban Farm (et Manufakture): Région de Bruxelles-Capitale, Belgique (FEDER)

L'important site de l'abattoir bruxellois a été transformé en une halle alimentaire moderne qui accueille environ 50 magasins et emploie près de 150 personnes. Le projet vise à développer de nouvelles activités économiques liées à la chaîne alimentaire, y compris un toit transformé en jardin et pourvu de serres.

<http://www.abattoir.be/en/eu-regiostars-awards>

2. L'allée du changement: Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Allemagne (FEDER)

Une nouvelle voie cyclable écologique a permis d'améliorer les transports à faibles émissions de carbone dans cette zone traditionnellement industrielle. Plusieurs projets d'inclusion sociale et de développement économique qui ont été mis en place autour de la voie cyclable ont permis de créer 2000 emplois dans ce qui est aujourd'hui une région métropolitaine dynamique.

<https://www.herten.de/kultur-und-freizeit/naerholung-erholung-im-gruenen/radfahren-in-herten/zechenbahntrasse-allee-des-wandels.html>

3. Le Système de transport intelligent: Wrocław, Pologne (FEDER)

Les temps de trajet dans la ville de Wrocław ont été réduits et le trafic s'est fluidifié grâce à son système de transports innovant. Afin de contrôler le trafic et d'intervenir en cas de nécessité, le système recourt à des caméras, à des capteurs et à un logiciel de communication complexe qui recueille et transmet les informations à un centre opérationnel qui emploie actuellement plus de 70 personnes. <http://its.wroc.pl/>

4. Réhabilitation de la Basse-Ville de Gdańsk: Voïvodie de Poméranie, Pologne (FEDER)

Des investissements dans les infrastructures et le tissu social, ainsi que l'organisation d'activités culturelles visent à lutter contre l'exclusion sociale, notamment parmi les familles défavorisées. Une large zone a été restaurée, 33 installations

RegioStars Awards



^ La commissaire Crețu et le président du jury Lambert Van Nistelrooij, membre du Parlement européen, à la conférence de presse des Prix RegioStars 2015

revitalisées, et environ 9500 personnes ont participé à 210 programmes d'inclusion. En outre, cinq nouveaux emplois ont été créés à la garderie de la ville. <http://bit.ly/2be10Mm>

5. Le centre de distribution urbaine de la ville de Charleroi: Wallonie, Belgique (FEDER)

La construction d'un centre de distribution en dehors de la ville a permis de réduire la congestion de la circulation dans les rues étroites du centre-ville et d'améliorer la mobilité et la qualité de l'air. D'ici 2020, le projet devrait réduire de 38% les émissions nocives de CO₂ et créer 20 emplois.

<http://www.charleroi.be/le-centre-distribution-urbaine-attend-ses-premiers-colis>

GESTION EFFICACE

1. European social sound: Ombrie, Italie (FSE)

Un concours destiné aux nouveaux groupes de musique a servi pour informer les jeunes, de manière dynamique et efficace, des opportunités offertes par les financements européens. Grâce à des images, des témoignages vidéo, des récits et un questionnaire, l'administration régionale a interagi avec de nombreux jeunes qui se sont amusés et qui ont tiré des enseignements de cette initiative.

<http://www.regione.umbria.it/home>

2. Mise en place d'un coût unitaire pour la recherche et le développement en Irlande du Nord: Irlande du Nord, Royaume-Uni (Assistance technique – AT)

La charge des vérifications supportée par les entreprises du secteur de la recherche et du développement du pays les a fortement dissuadées de participer aux activités financées par le FEDER. Le nouveau coût unitaire permettra de réaliser

des économies substantielles dans les dépenses destinées à l'assistance technique des vérifications.

<http://www.jobsandgrowthni.gov.uk>

3. Plateforme Open innovation dans le contexte des stratégies RIS3: Lombardie, Italie (FEDER)

La plateforme est un outil collaboratif qui soutient les écosystèmes d'innovation ouverte, permettant le dialogue entre les secteurs économiques public et privé et les instituts de recherche. En mars 2016, 3200 utilisateurs s'étaient enregistrés, 222 idées de projets avaient été proposées et 435 manifestations d'intérêt pour ces projets avaient été déposées.

<http://www.openinnovation.regione.lombardia.it/it/home-page>

4. L'initiative de transparence Jonvabaliai (Lucioles): Projet national, Lituanie (FSE et AT)

Afin de convaincre le public de la transparence des financements européens, un site web a été mis en place pour permettre aux projets financés par les fonds structurels et d'investissement européens de fournir des informations sur leur gestion financière et de les mettre à disposition des citoyens. Depuis septembre 2014, plus de 630 gestionnaires de projet ont soumis des informations relatives à des projets, et 35 500 visiteurs les ont consultées, ce qui augmente considérablement la perception de transparence parmi les citoyens de l'UE. <http://www.esinvesticijos.lt/>

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/en/regio-stars-awards/



^ Le ministre de l'Économie du Mecklembourg-Poméranie antérieure, Harry Glawe (à gauche) et Raphaël Goulet de la DG de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne (deuxième à partir de la gauche) visitant l'EEW Special Pipe Constructions Ltd à Rostock

Un développement économique positif grâce au soutien de l'UE

Le Länd allemand de Mecklembourg-Poméranie antérieure a réalisé de bonnes avancées économiques grâce à l'Union européenne.



Les infrastructures économiques de l'État sont mises à jour grâce à des fonds européens, et le Land de Mecklembourg-Poméranie antérieure bénéficie d'une meilleure image en tant que lieu d'implantation économique et de destination touristique. De même, les entreprises qui investissent dans la création et la garantie d'emplois, le développement urbain durable intégré, les projets liés à l'économie de la santé et la recherche, le développement et l'innovation sont également soutenues. Les habitants et les visiteurs de notre État fédéral ne peuvent que le constater. Les pistes cyclables bien aménagées, les beaux ports, les zoos attractifs et les installations touristiques attirent de plus en plus de monde. Un nombre record de visiteurs a par ailleurs été enregistré en 2015 avec 29,5 millions de nuitées.

En général, la situation s'est considérablement améliorée dans le domaine économique: des parcs d'entreprises ont ouvert, des entreprises ont déménagé ici et d'autres sont en

pleine expansion, et les infrastructures sont extrêmement bien développées. Sans l'aide de l'UE, ces projets ne seraient guère concrétisés. Le Land de Mecklembourg-Poméranie antérieure bénéficie de différents financements européens.

Au cours de la période de financement 2014-2020, cette région recevra environ 968 millions d'euros du Fonds européen de développement régional (FEDER). Le ministère de l'Économie accorde une attention particulière au financement pour la recherche, le développement et l'innovation. Entre aujourd'hui et 2020, nous investirons 168 millions d'euros du FEDER dans ce domaine.

L'attention se concentre principalement sur la coopération entre l'économie et la science – l'approche dite collaborative. Nous avons besoin de plus de produits commercialisables qui peuvent être cherchés, développés et produits dans le Land de Mecklembourg-Poméranie antérieure, afin de pouvoir augmenter la création de valeur durable. Nous créons plus d'emplois fondés sur les connaissances sur le marché de l'emploi principal. C'est notamment dans les synergies entre le soutien à l'innovation et à l'investissement que je vois de bonnes opportunités d'augmenter la création de valeur.

Nous sommes tous une partie vivante de l'Europe. La communauté des États contribue également à améliorer la qualité du travail et de la vie dans le pays. Les 25 années de développement économique du Land de Mecklembourg-Poméranie antérieure sont étroitement liées à la contribution du Fonds structurel européen. Au cours de la période de financement européen actuelle, nous avons mis en place les conditions pour poursuivre la croissance durable de notre État. Nous veillons particulièrement à stimuler le processus de rattrapage économique. Nous souhaitons élargir la base économique de notre État et améliorer les conditions générales pour créer plus d'emplois.

Beaucoup de choses ont été faites ici. Venez nous rencontrer – en vacances ou en tant qu'investisseur potentiel. Utilisez efficacement toutes les possibilités offertes grâce au soutien de l'UE. Nous vous accueillerons à bras ouverts dans le Länder de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale.

HARRY GLAWE

*Ministre de l'Économie, de la
Construction et du Tourisme de
l'État de Mecklembourg-Poméranie antérieure*

D'autres projets remarquables financés par le FEDER et le FSE durant la période 2007-2013 comprennent:

- **ThermSelect**, Rostock: La PME fournit un programme de chauffage et d'énergie utilisant des énergies renouvelables très performantes et efficaces pour les immeubles d'entreprises, les bureaux et les maisons. L'élément central de ce système intelligent écologique et durable est une pompe à chaleur hybride qui combine énergie aérothermique et géothermique, et qui est complétée par un système thermique solaire.
- **Schwerin**, Rostock: **Human Med AG** et **l'Université de Rostock** ont développé conjointement un petit instrument médical mobile simple d'utilisation qui permet d'extraire les tissus adipeux et qui est utilisé dans les domaines de la dermatologie et de la médecine régénérative. Le dispositif traitera les blessures chroniques et servira en cas de chirurgie reconstructive.
- **Village de l'énergie**, Bollewick: Le réseau de chauffage local prévoit l'autogénération décentralisée de chaleur et d'électricité pour la collectivité. Deux unités de cogénération de biomasse utilisent les matières premières régionales pour produire de l'énergie et la distribuer via le réseau local de chauffage.
- **Plus Energy School**, Rostock: L'importante réhabilitation de l'énergie et du bâtiment de cette école européenne et

du complexe de l'enseignement supérieur pour les enfants surdoués bénéficie d'un financement. Les solutions innovantes de génie énergétique, qui reposent sur une installation photovoltaïque et de petites éoliennes, répondront aux exigences de l'immeuble en matière d'énergie.

- **La rivière Warnow**, Rostock: La rive est réaménagée pour faire face à la circulation entre le centre-ville et le Sud-Est, alors que des améliorations seront apportées dans la région de l'Alter Warnowarm avec des renforcements de la rive et une ceinture verte. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.mecklenburg-vorpommern.de/startseite/>

DOMINER LA COMPÉTITION

EEW Special Pipe Constructions GmbH, le leader mondial du marché des monopiles pour les éoliennes, est fortement impliqué dans les projets collaboratifs avec Fraunhofer Application Center for Large Structures in Production Engineering, en développant des structures plus légères pour la construction de grandes éoliennes offshore (pouvant générer jusqu'à dix mégawatts). Récemment, Harry Glawe, ministre des Affaires économiques, a présenté une autre subvention dans le cadre de la campagne «L'Europe dans ma région» destinée à un nouveau projet collaboratif mené par l'EEW SPC et le Fraunhofer Center afin de mettre en place une procédure innovante qui associe des plaques de grande épaisseur.

<http://www.eewspc.com/>

UNE BONNE PERSPECTIVE POUR LE CENTRE D'EXCELLENCE

Cortronik développe et produit des stents – des supports artériels destinés au système cardiovasculaire. La société emploie plus de 200 personnes et produit un demi-million de stents par an. Elle bénéficie principalement de la recherche collaborative avec l'Institut pour la technologie d'implants et les biomatériaux, le Centre de compétences pour la technologie médicale du Land de Mecklembourg-Poméranie antérieure et les universités de Rostock et de Greifswald. Avec ses partenaires, elle représente un bel exemple d'une chaîne de valeur durable, où la recherche, le développement et la production ont tous lieu sur le site de Warnemünde.

<http://www.cortronik.com/de/>

Développer l'économie circulaire

CONSTRUIRE UN AVENIR PLUS FORT, PLUS ÉCOLOGIQUE ET PLUS DURABLE

L'objectif de l'économie circulaire consiste à «boucler la boucle» dans les cycles de vie des produits en gardant autant de ressources que possible dans l'économie, afin de réduire les déchets et de promouvoir la durabilité. Alors que la Commission européenne présente un ensemble de mesures destinées à mettre en place l'économie circulaire, *Panorama* révèle comment le financement de la politique de cohésion peut soutenir ses objectifs.

Pour que l'économie circulaire fonctionne, la valeur des produits, des matériaux et des ressources doit être conservée aussi longtemps que possible. L'objectif consiste à transformer une économie pour qu'elle soit à la fois compétitive et efficace dans l'utilisation des ressources.

L'économie circulaire est positive pour les entreprises. Toute démarche vers une économie circulaire pourrait rapporter d'énormes dividendes en les protégeant contre la rareté des ressources et les prix volatiles des matières premières qui s'amenuisent. En outre, l'économie circulaire nécessite une approche innovante envers la production et la consommation, et offre des opportunités considérables aux entrepreneurs avisés.

En décembre 2015, la Commission européenne a adopté le paquet Économie circulaire afin de dynamiser la compétitivité, créer des emplois et générer une croissance durable. Le paquet définit des mesures afin d'aider les entreprises, les autorités publiques et les consommateurs à faire la transition vers une économie circulaire.

UN TRÉSOR ENFOUI

Le projet «Boucler la boucle» consiste à exploiter les matières premières secondaires et à créer de l'énergie verte dans une décharge de 130 hectares dans l'Est de la Belgique. Le site de Houthalen-Helchteren compte 16 millions de tonnes de déchets ménagers et industriels, dont des scories, de l'acier, du cuivre et d'autres matériaux sont récupérés pour être réutilisés. En outre, des matériaux combustibles sont transformés en énergie grâce à l'application de la technologie du plasma à haute température. Cette innovation peut générer suffisamment d'énergie pour 200 000 familles durant 20 ans. Quand tous les déchets auront été exploités et réutilisés, le site deviendra une réserve naturelle durable.

«Boucler la boucle» a frayé la voie pour le projet «New-Mine» de Horizon 2020 qui met en place un réseau de formation européen en quête de nouvelles manières de récupérer des ressources à partir des décharges.

Plus pour moins

L'objectif consiste à tirer le maximum de valeur et de potentiel des matières premières, des produits et des déchets. À son tour, cette solution permettra de réaliser des économies dans la consommation d'énergie et réduira les émissions de gaz à effet de serre, qui représentent deux priorités de l'UE. Ainsi, l'économie circulaire encourage la prévention des déchets et insiste sur le besoin de recycler et de réutiliser davantage, tout en diminuant les décharges et les opérations d'incinération.

La politique de cohésion de l'UE peut jouer un rôle essentiel pour faire de l'économie circulaire une réalité. Pour la période 2014-2020, un financement considérable a été prévu pour soutenir le traitement des déchets, l'innovation, l'efficacité des ressources,





^ Le Centre régional de traitement des déchets à Ljubljana améliore le recyclage et contribue à rendre la collecte des déchets durable

la compétitivité des PME et les investissements dans les technologies à faibles émissions de carbone – qui jouent tous un rôle important dans la mise en place de l'économie circulaire.

Au total, environ 150 milliards d'euros de financement de la politique de cohésion peuvent être déployés pour créer un avenir économique durable et écologique. Ces ressources seront complétées par d'autres mécanismes européens de financement issus de programmes tels qu'Horizon 2020, LIFE et COSME. En outre, ces grands investissements attireront des financements et l'expertise du secteur privé.

Une meilleure gestion des déchets

De toutes ces ressources, environ 5,5 milliards d'euros ont été alloués afin d'améliorer le traitement des déchets en Europe. L'objectif consiste à mettre au point des options de traitement des déchets qui s'articulent autour de la prévention des déchets, de la réutilisation et du recyclage. Un montant est également destiné à améliorer les infrastructures de traitement des déchets dans les régions moins développées de l'UE. En tout, ces investissements devraient créer 5,9 millions de tonnes supplémentaires par an de capacité de recyclage des déchets.

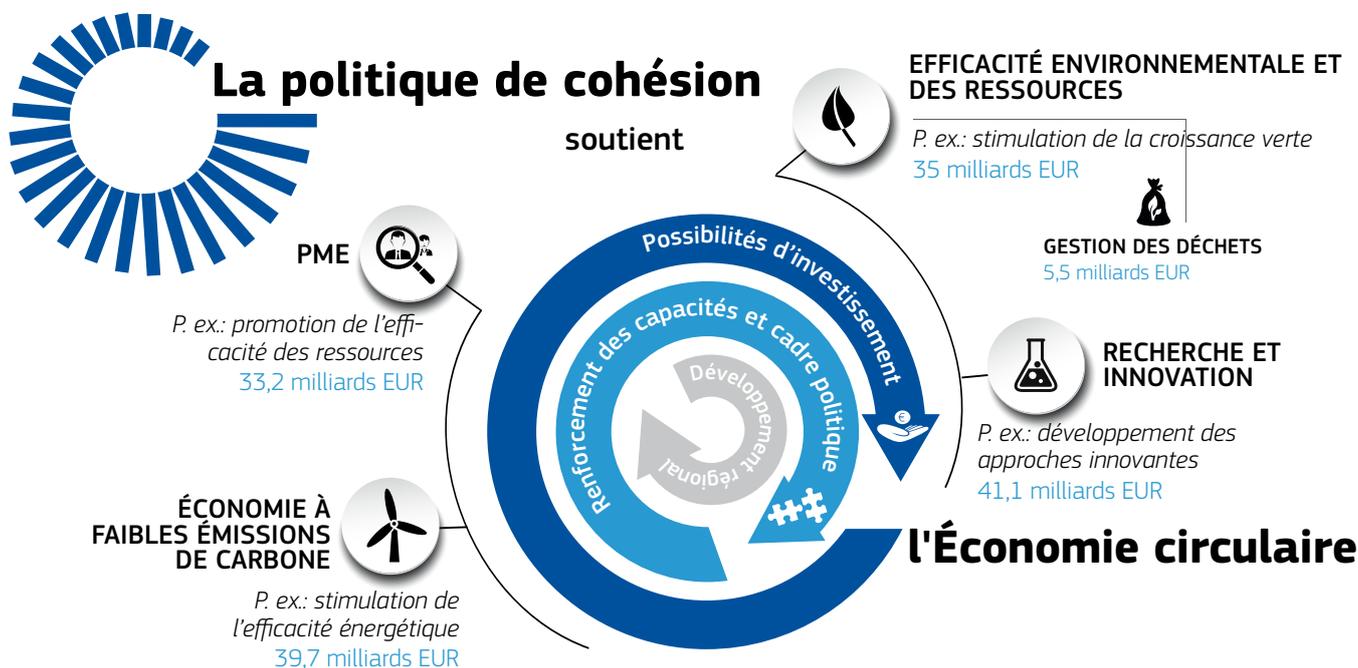
Utiliser au mieux les déchets représente l'axe central de l'économie circulaire. La politique de cohésion alloue environ 2,3 milliards d'euros pour investir dans des processus de production écologiques et pour aider les PME à utiliser plus efficacement

LA SLOVÉNIE ENCOURAGE LA DURABILITÉ

Ljubljana, la capitale de la Slovénie, s'est fortement engagée en faveur des pratiques durables de traitement des déchets – un effort remarquable qui lui a récemment permis de se voir décerner le titre de Capitale verte de l'Europe 2016 par la Commission européenne. Depuis qu'elle a rejoint l'UE, la ville a réduit sa quantité de déchets envoyés à la décharge de 59%, tout en investissant dans la prévention des déchets et les stratégies de réutilisation. Elle produit actuellement 41% de déchets en moins par personne que la moyenne européenne. Le Centre de traitement régional des déchets de Ljubljana joue un rôle central dans cette réussite. Cette installation de pointe, qui dessert 37 communes, trie, traite et recycle toutes sortes de déchets, et produit du biogaz pour l'électricité et le chauffage.

leurs ressources. Une attention est également accordée au développement de produits qui durent plus longtemps et qui peuvent facilement être réparés ou recyclés. De plus, de nouveaux produits apparaissent sur le marché et sont constitués de matériaux recyclables et régénérés. L'innovation continue dans le secteur en croissance du «surcyclage» semble également prête à bénéficier du soutien de la politique de cohésion.

La politique de cohésion souhaite aussi développer le secteur de l'eau et lui fournit une assistance de 15 milliards d'euros entre 2014 et 2020. Les investissements peuvent être utilisés pour améliorer le traitement des eaux usées et aider les communautés à mieux réutiliser l'eau, par exemple, en se servant des eaux usées traitées pour irriguer les parcs et nettoyer les rues. ➤



Soutenir la recherche et l'innovation

Grâce à leurs stratégies de spécialisation intelligente, les régions de tous les États membres ont sélectionné les domaines prioritaires qui peuvent les aider à passer à l'économie circulaire. Les priorités en matière de recherche et d'innovation peuvent varier en fonction des points forts de chaque région, mais elles peuvent inclure le développement de la bioéconomie, des mesures visant à introduire des matériaux composites ou la restructuration des processus de production afin de les rendre plus efficaces.

La Commission européenne soutient les régions grâce, par exemple, à la Plateforme de spécialisation intelligente qui fournit des conseils professionnels sur la conception et la mise en œuvre de leurs stratégies en matière de recherche et d'innovation pour la spécialisation intelligente. La plateforme contribue également à faciliter la coopération interrégionale sur les questions liées à l'innovation pour l'économie circulaire – et dans des domaines spécifiques, tels que la modernisation industrielle.

Une stratégie bien définie

Les organisations qui souhaitent apporter un financement à la politique de cohésion doivent prouver qu'elles disposent d'une approche stratégique. En clair, d'une part, les investissements

dans les déchets doivent respecter les plans de traitement des déchets; et d'autre part, les stratégies nationales et régionales de spécialisation intelligente devraient renforcer les investissements dans l'innovation.

La Commission peut fournir une assistance technique aux États membres, aux régions et aux villes qui préparent ces stratégies et les mettent en place. Une aide est également proposée pour permettre aux autorités locales et régionales de s'assurer qu'aucun obstacle administratif n'entrave le développement de l'économie circulaire.

UNE PRISE DE CONSCIENCE PARTAGÉE

Dans cette optique, le soutien de la politique de cohésion aux plateformes et réseaux contribuera à mettre en place une économie plus durable. En Irlande, une telle plateforme a aidé des PME à améliorer leurs pratiques de traitement des déchets et à réduire les coûts d'achat. Le SMILE Resource Exchange propose un service gratuit qui encourage les entreprises à échanger différents produits pour économiser de l'argent, réduire les déchets mis en décharge et développer de nouvelles opportunités commerciales. Les biens proposés sont très diversifiés – des tissus excédentaires qui peuvent servir d'art, d'artisanat ou de matériel de formation pour les enfants, aux luminaires inutiles qui seraient autrement déversés dans une décharge.

LUTTER CONTRE LES DÉCHETS EN MER

Le projet Circular Ocean, un autre finaliste des RegioStars, vise à trouver des usages alternatifs aux filets de pêche et aux cordes rejetés dans la périphérie nord et la région arctique. À cette fin, l'équipe de projet teste de nouveaux produits réalisés à partir de filets, y compris du béton armé, des briques et de l'isolation de toiture. Des tests sont également menés sur l'utilisation de filets de pêche pour extraire les polluants de l'eau. Ces applications pratiques contribueront à réduire les 12,7 millions de tonnes de déchets plastiques qui sont jetés dans les océans chaque année, tout en surcyclant les produits redondants.

En outre, d'autres actions peuvent être nécessaires pour créer les conditions propices à l'économie circulaire. Apporter la bonne formation et les bonnes compétences au personnel doit constituer une priorité, et les financements privés doivent être utilisés pour compléter les investissements publics dans la technologie, les processus et les infrastructures. En particulier, les PME et les entreprises sociales ont besoin d'aide pour pouvoir se développer au sein de l'économie circulaire.

Une attention est également accordée à la coopération transfrontalière pour maximiser l'impact de l'économie circulaire. Par exemple, les projets financés par l'UE qui créent des synergies entre les régions et les industries, suscitent un intérêt et diffusent les meilleures pratiques, ont un rôle important à jouer.

De plus, étant donné que l'économie circulaire fait partie intégrante du programme urbain pour l'UE, les villes collaboreront avec la Commission et d'autres partenaires sur des questions telles que le traitement des déchets, l'efficacité énergétique et l'économie collaborative. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire: eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52015DC0614

Vers une économie circulaire: ec.europa.eu/priorities/jobs-growth-and-investment/towards-circular-economy_fr

ALLOCATION EFFICACE DES RESSOURCES

Huit partenaires issus de six pays se sont rassemblés pour promouvoir l'utilisation efficace des ressources en Europe centrale. Le projet Presource aide les PME à optimiser leurs processus de production et à réduire les déchets. L'équipe de projet a mis au point un «outil de valeur EDIT», qui fournit aux entreprises une méthodologie en trois étapes pour analyser leurs matériaux et l'utilisation de l'énergie – ainsi que les cycles de vie de leurs produits – avant d'y apporter les améliorations adéquates. Presource propose également un cofinancement pour l'éco-innovation et a lancé une plateforme de compétence pour partager ses résultats en Europe.

DÉVELOPPER LA BIOÉCONOMIE

Un campus qui rassemble plus de 100 chercheurs et scientifiques aide les régions rurales à faible densité de population à moins dépendre de l'énergie et des matières premières. Le BioCentre, basé dans le Nord du Portugal, développe de nouveaux produits et de nouvelles technologies destinés à stimuler l'économie circulaire. Il s'agit de l'un des finalistes des Prix RegioStars 2016 consacrés aux projets régionaux remarquables.

Le campus a déjà rencontré un franc succès en mettant en place plus de 20 projets en matière de recherche et de développement, et six startups. Les experts du BioCentre travaillent dans différentes disciplines et ont imaginé une série d'applications de pointe. Par exemple, les unités de bioraffinerie sont développées pour la production de substituts au pétrole. Entretemps, un projet a trouvé comment réutiliser les eaux usées d'une fromagerie, alors qu'un autre s'intéresse à l'utilisation des cendres de la biomasse pour améliorer l'état des sols dégradés.

LA PAROLE EST À VOUS

**PANORAMA
VOUS INVITE
À ENVOYER VOS
COMMENTAIRES!**

«La parole est à vous» est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen donnent leur avis sur la réforme de la politique de cohésion et exposent les grandes lignes de leurs projets pour la période de programmation 2014-2020.

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions concernant vos commentaires.

regio-panorama@ec.europa.eu

LES FONDS STRUCTURELS DE L'UE ENTRAÎNENT DES RÉSULTATS – À CONDITION QUE LE SYSTÈME D'INNOVATION FONCTIONNE!

^ Oulu, Finland

La Finlande a rejoint l'Union européenne en 1995 et est donc devenue éligible à l'utilisation des fonds structurels. Ces fonds ont servi efficacement en vertu de notre système d'innovation, au cœur duquel se trouve l'Université d'Oulu.

Oulu est la deuxième région la plus au nord de la Finlande. Jusque dans les années 1940, l'agriculture et la sylviculture, ainsi que les industries qui en dépendent, représentaient les principales sources de revenu. Une forte période d'industrialisation a commencé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale: de nouvelles centrales hydroélectriques ont été construites, l'industrie métallurgique a été introduite dans la région et des méthodes efficaces d'utilisation des forêts ont vu le jour. La décision la plus importante a été prise en 1958 lorsque l'Université d'Oulu a été fondée. Son rôle visant à diversifier les structures économiques, à améliorer les niveaux de compétence et à préparer l'innovation a été une réussite.

Les systèmes de transfert de données sans fil sont un secteur important de l'industrie des TIC d'Oulu. Le système d'innovation

des TIC est de pointe et le restera. Les fonds structurels ont soutenu les conditions préalables dans ce domaine initié par l'Université d'Oulu, le centre de recherche technique VTT de Finlande et l'Université des sciences appliquées d'Oulu. Un environnement de recherche établi et centré sur la cinquième génération de transfert de données garantira que nos entreprises restent au premier plan du développement des TIC.



Ces trois institutions ont développé une technologie capable de produire des puces imprimées, ce qui a entraîné la création d'une industrie entièrement neuve et innovante dans la région. Plusieurs start-ups en expansion ont ainsi vu le jour. Le soutien durable fourni par les fonds structurels a eu un impact évident et tangible.

La région d'Oulu est très étendue. Une importante activité industrielle a également lieu en dehors d'Oulu, qui est la capitale de la région. L'Oulu Southern Institute – un département de l'Université d'Oulu – mène des recherches sur les métaux très résistants et leurs applications dans les structures métalliques. Ce projet génère des informations sur la durabilité des métaux très résistants pour les ateliers mécaniques et leurs produits. Ces métaux permettent

la production de pièces métalliques plus légères et, par extension, une meilleure efficacité énergétique.

L'industrie du bois est également considérable dans notre région. La ville de Pudasjärvi, soutenue par l'Université d'Oulu, a lancé un projet sur l'utilisation de rondins dans les villes modernes. Le but est de développer des applications à ces rondins car le bois est une ressource naturelle écologique et renouvelable.

L'élément principal de l'utilisation efficace des fonds structurels est le système régional d'innovation. Ensemble, l'Université d'Oulu, les universités régionales de sciences appliquées,

la présence du Centre de recherche technique VTT de Finlande, un cadre commercial actif et les organisations de développement des communes permettent de concrétiser ce projet. En l'absence de ce réseau d'organisations de développement, il serait difficile d'utiliser efficacement les fonds structurels. ■

HEIKKI OJALA

*Responsable régional du développement,
Conseil régional d'Oulu, Finlande*

LA VALEUR AJOUTÉE EUROPÉENNE DES FONDS ESI AU PORTUGAL

^ Lisbonne, Portugal

Les fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI) jouent un rôle crucial au Portugal car ils permettent de promouvoir la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat, et de développer les compétences nécessaires pour réduire les déficits en qualifications et stimuler l'emploi. Portugal 2020, l'accord de partenariat portugais, continuera à surmonter les contraintes structurelles du pays, conformément à la valeur ajoutée européenne de la politique de cohésion.

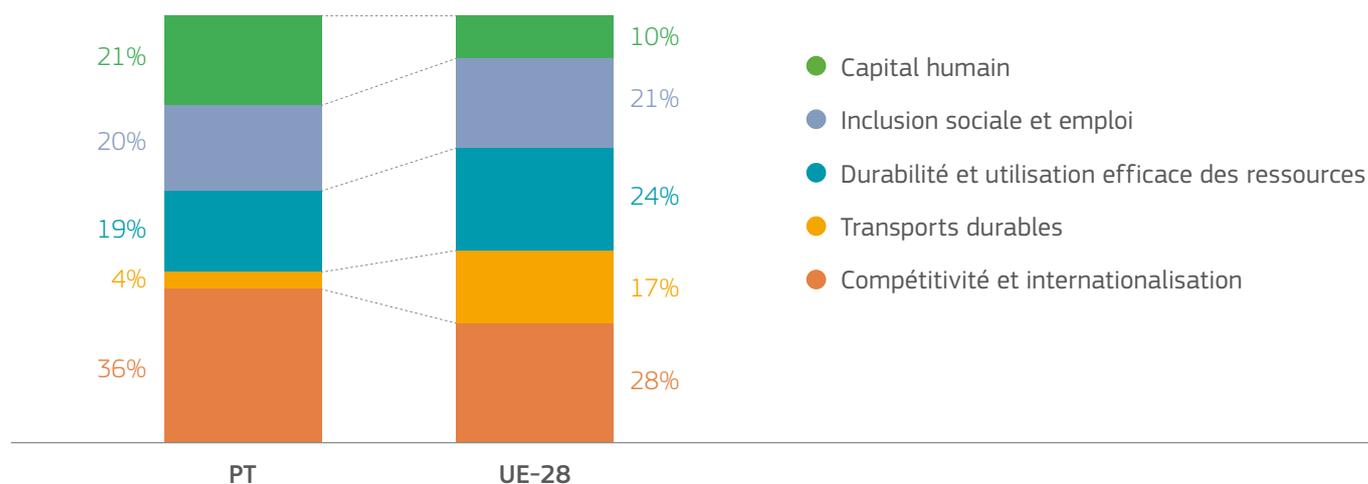
Suite à l'introduction de la cohésion territoriale dans le traité de Lisbonne, la politique de cohésion a davantage mis l'accent sur la durabilité et l'analyse territoriale, conformé-

ment au programme politique de l'UE. Dans ce contexte, le rôle des fonds ESI revêt la plus haute importance.

La récente crise économique a posé de nouveaux défis en ce qui concerne la gouvernance, l'utilisation efficace des ressources et l'efficacité des politiques, ce qui indique un retour à la valeur ajoutée européenne des politiques de l'UE.

Les domaines d'investissement prioritaires du Portugal au cours de la période 2014-2020 comprennent la stimulation de la compétitivité en encourageant la production de biens et services négociables, la promotion de l'emploi, notamment auprès des jeunes, le développement des compétences et des qualifications, la diminution de la pauvreté, la modernisation de l'administration

PRIORITÉS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION EN 2014-2020 AU PORTUGAL PAR RAPPORT À L'UE-28



publique et le soutien de l'efficacité énergétique et des pratiques environnementales.

Dans ce cadre, l'innovation et les qualifications pour la population active sont essentielles pour surmonter les restrictions sur la compétitivité du Portugal. Ainsi, comme lors des précédentes périodes de financement, il existe des domaines d'intervention prioritaires – au cours de la période 2014-2020, 57% de l'ensemble des fonds de cohésion seront alloués à la compétitivité (36%) et au capital humain (21%), par rapport aux 37% de l'UE-28 (27% et 10% respectivement).

Promouvoir la compétitivité et lutter contre le chômage nécessitent de meilleurs niveaux d'éducation et de formation, ainsi qu'une meilleure adéquation entre les capacités et les compétences et les demandes du marché du travail. À cet égard, la réduction du taux de décrochage scolaire au Portugal (plus de 40% en 2000) est une priorité dans l'utilisation des fonds ESI.

Le recours aux fonds européens pour la formation professionnelle, en particulier dans la promotion des filières professionnelles et des modalités de double certification à l'école, notamment parmi les enfants issus de milieux défavorisés, ainsi que la modernisation des infrastructures éducatives, a contribué à une remarquable diminution de ce taux à 14% en 2015 (11% dans l'UE-28) conformément aux objectifs de la stratégie Europe 2020.

Un autre défi consiste à stimuler la recherche, l'innovation et le transfert de connaissances, qui sont essentiels pour créer de l'emploi et générer de la valeur économique. Selon le tableau de bord européen de l'innovation 2016, le Portugal dispose du profil «innovateur modéré» et réalise un score inférieur à la moyenne européenne, ce qui s'explique par un manque de coordination entre les entreprises et les entités de recherche et de développement, un faible niveau de brevets et une mauvaise assimilation des compétences. Toutefois, durant la période 2008-2015,

la performance du pays s'est améliorée pour atteindre la moyenne européenne dans les sections: «innovateurs», «systèmes de recherche ouverts, excellents et attractifs» et «finance et soutien». En ce qui concerne le «capital humain», la performance du Portugal est plus élevée que la moyenne européenne, alors que les dépenses en matière de recherche et de développement en tant que pourcentage du PIB ont également augmenté à 1,3% en 2004 (2% dans l'UE-28).

Les fonds structurels se sont avérés essentiels pour atteindre ces objectifs. De même, Portugal 2020 renforce son attention sur les outils destinés à promouvoir la recherche et le développement et le transfert de connaissances au secteur des entreprises afin d'augmenter la compétitivité et la valeur ajoutée tout en renforçant l'orientation négociable de l'économie du Portugal.

La mise en œuvre continue de la politique de cohésion dans l'innovation et l'éducation et la formation pour la population active démontre sa valeur ajoutée européenne dans la promotion de la croissance et de la création d'emplois au Portugal, contribuant ainsi à renforcer le marché unique grâce à des réactions en chaîne qui affectent d'autres économies régionales et nationales de l'UE.

La flexibilité de la politique de cohésion face à la diversité des besoins et au potentiel de l'Europe (subsidiarité et adaptation au milieu), parallèlement à sa promotion d'un modèle de gouvernance à plusieurs niveaux qui repose sur le principe du partenariat, permet également à cette politique européenne d'illustrer les résultats de l'intégration européenne pour tous les territoires et leurs populations. ■

DUARTE RODRIGUES

vice-président du Conseil, Agence de cohésion et de développement, Portugal



FOSTER¹: FACILITER L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR TOUTES LES ENTREPRISES RÉGIONALES

^ Carcassonne, France

Dans le cadre de la politique de cohésion de l'UE, la région OCCITANIE/Pyrénées-Méditerranée est la première d'Europe à travailler avec le Fonds européen d'investissement (FEI) afin de déployer des outils consacrés à toutes les TPE-PME régionales dans tous les secteurs économiques.

Suivant les recommandations des fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020, la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, qui est chargée de gérer une grande partie des fonds européens alloués à cette zone, a relevé le défi de l'accès au financement pour les TPE-PME (très petites entreprises – petites et moyennes entreprises). Elle y est parvenue en mobilisant des fonds publics (régionaux et européens) pour encourager les investissements privés des banques et des investisseurs afin d'aider les entreprises régionales à mettre au point et à soutenir leurs projets de développement.

En 2008, elle a recouru pour la première fois à ce type de fonds d'investissement, connu sous le nom de JEREMIE, pour obtenir 15 millions d'euros de la région et 15 millions du Fonds européen de développement régional pour 1370 TPE-PME, représentant 15 000 emplois et un montant total de 172 millions d'euros, ce qui équivaut à un effet de levier de 5,8.

En s'appuyant sur ce succès, à la fin de 2015, la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a étendu cette initiative, en collaborant avec l'UE pour déployer un deuxième fonds d'intervention appelé «FOSTER TPE-PME». Cette démarche a apporté 52 millions d'euros, dont 20,35 millions proviennent de la région et le reste de l'UE (22,2 millions d'euros du FEDER et 9,45 millions du Fonds européen agricole pour le développement rural), encore une fois en partenariat avec le FEI.

L'objectif consiste à injecter 214 millions d'euros dans environ 2400 entreprises régionales et chefs de projets, en touchant ainsi plus d'entreprises, en particulier les très petites entreprises (qui comptent moins de 10 employés), et en ouvrant l'initiative aux activités et aux entreprises agricoles,



^ Compufirst, bénéficiaire du fonds «JEREMIE» de l'UE

¹ FOSTER: FONds de SouTien des Entreprises Régionales

forestières et agroalimentaires. Un effet de levier de 3 à 5 fois la contribution publique devrait être atteint.

Les intermédiaires financiers qui mettront en œuvre le FOSTER TPE-PME seront sélectionnés lors de quatre appels à manifestation d'intérêt lancés en juillet 2016 (http://www.eif.org/what_we_do/resources/foster/index.htm). Les demandeurs ont jusqu'au 30 septembre 2016 pour répondre à l'un des quatre instruments planifiés:

- des prêts avec partage des risques, avec 3,5 millions d'euros pour soutenir les entreprises innovantes dans leur création et leur développement;
- des co-investissements qui visent le capital-risque et le capital de développement, avec 15 millions d'euros pour

stimuler le financement par émission d'actions pour les PME ayant un solide potentiel de développement;

- des garanties bancaires de 20 millions d'euros, qui ciblent en particulier les entreprises aux premiers stades de leur développement et les PME qui sont très nombreuses dans la région, avec des prêts qui peuvent se chiffrer à moins de 25 000 euros;
- des garanties bancaires pour les destinataires finaux dans le secteur agricole, avec 15 millions d'euros. ■

CAROLE DELGA

Présidente de la région

Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, France



LA RÉGION DE STOCKHOLM INVESTIT DANS LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

^ *Stockholm, Suède*

La région de Stockholm est la métropole et la capitale à la croissance la plus rapide d'Europe. Au cours de ces dix dernières années, la population du comté a augmenté chaque année de 35 000 à 40 000 personnes.

Afin de répondre aux besoins de cette population croissante, la région de Stockholm doit construire 16 000 logements nouveaux chaque année, ce qui représente un défi

qu'elle souhaite considérer comme une occasion de promouvoir le développement urbain durable. Pour parvenir à cet objectif, elle recourt aux fonds structurels pour investir dans une ville verte, saine, intelligente, attirante et inclusive.

La région a récemment décidé d'investir dans deux projets de développement pour un total de 120 millions de couronnes suédoises pour renforcer la construction de logements durables: «Grön BoStad Stockholm» et «Sverige bygger nytt». Ces deux projets, dont la moitié est financée par le Fonds européen de développement régional et le Fonds social

européen, concernent les éléments principaux du développement urbain durable. La région de Stockholm a pour objectif de bénéficier de l'expertise des entreprises du secteur de la technologie environnementale et de promouvoir l'innovation et la croissance durable. En outre, elle croit qu'il faudrait recourir au potentiel inexploité de main d'œuvre des immigrants récemment arrivés et des citoyens non-natifs, dont le secteur de la construction en pleine expansion pourrait profiter.

Grâce au projet Grön BoStad Stockholm, l'Institut royal de technologie, entre autres, développera des bancs d'essai pour l'innovation dans les entreprises du secteur de la technologie environnementale. L'objectif consiste à créer des ouvertures pour le développement et l'utilisation d'une nouvelle technologie d'efficacité énergétique à faible émission de carbone dans les projets de construction des communes du comté de Stockholm. Des efforts impliqueront et renforceront le secteur de la technologie environnementale, ainsi que les clients, tels que les communes, les administrations de district et les propriétaires, etc., et aideront à susciter l'intérêt dans la région.

Dans le projet Sverige bygger nytt, le service public de l'emploi suédois, associé à plusieurs communes, administrations de district, associations industrielles et syndicats, promouvoir un recrutement plus large et renforceront l'acquisition et l'adéquation des compétences dans le secteur de la construction en utilisant les compétences des immigrants récemment arrivés et des citoyens non-natifs. Le travail sur les valeurs fondamentales, la validation des compétences, le soutien linguistique et l'apprentissage sur le lieu de travail seront

renforcés et mieux adaptés aux emplois dans les métiers qui font face à des pénuries dans le secteur de la construction.

Des projets de développement soulignent le souhait de la région de Stockholm de voir les fonds structurels et d'investissement européens contribuer à des initiatives stratégiques cohérentes. Cet objectif est atteint en concentrant les ressources, en s'intéressant aux entreprises et à la main d'œuvre, en créant une synergie grâce aux fonds et en utilisant «le modèle de Stockholm» – un nouveau modèle pour la mise en œuvre de financements.



Ce nouveau modèle de gouvernance signifie que la politique de cohésion est plus étroitement liée à la politique de croissance régionale dans son ensemble et à ses ressources dans le comté, et qu'elle contribue à une meilleure interaction et à un meilleur soutien entre les acteurs régionaux pour créer des initiatives stratégiques cohérentes dans lesquelles ils prennent l'initiative et fournissent des efforts. À cet égard, bien que le budget des fonds structurels dans la région de Stockholm compte parmi les plus faibles d'Europe, la région pourra toujours lancer et mettre en œuvre de grands et importants projets. ■

JONAS ÖRTQUIST

Chef du Secrétariat, Partenariat pour les fonds structurels, Comté de Stockholm, Suède

PHOTOGRAPHIÉ

En juin de cette année, le Bureau gouvernemental pour le développement et la politique européenne de cohésion a organisé en Slovénie le projet intitulé «EU project, my project 2016». Panorama présente un aperçu des 5000 projets que la Slovénie a mis en œuvre depuis 2004 grâce aux 4,4 milliards d'euros obtenus des fonds européens. Ces projets, présentés sous le slogan «Investir dans votre avenir», ont permis d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de réduire les écarts entre les régions. Ils ont également renforcé l'innovation et la compétitivité, stimulé la valeur ajoutée des entreprises en Slovénie, contribué à protéger les ressources d'eau et le patrimoine culturel, et exploité le potentiel entrepreneurial transfrontalier.



01



02



03



04



05



06



07



08



PANORAMA / AUTOMNE 2016 / N° 58

13



09



14



10



11



12

- 01 Département des sciences et de la technologie du bois de la Faculté de biotechnologie à l'Université de Ljubljana
- 02 Privilégier le tourisme durable dans les régions rurales frontalières
- 03 Encourager une approche plus sociale des produits et services écologiques
- 04 Construire un environnement de simulation numérique innovant
- 05 Moderniser la ligne ferroviaire Pragersko-HODOŠ
- 06 Favoriser les sources de l'agriculture écosociale
- 07 Rénover le centre culturel HOME PLANT avec un cinéma numérique
- 08 Projet de réhabilitation énergétique de l'école primaire à Rajka Hrastnik
- 09 Le projet CUL-ENERGY 4 KIDS comprend des idées d'énergie durable pour les aires de jeu
- 10 Investir dans l'infrastructure de l'aéroport de Maribor
- 11 Le périphérique Škofja Loka Poljanska contourne la cité médiévale
- 12 Préserver la biodiversité dans la région frontalière de Kolpa
- 13 Rénover le monastère dominicain à Ptuj
- 14 Une nouvelle station d'épuration approvisionne en eau potable la vallée Šaleška

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.eu-skladi.si/sl/aktualno/izbrani-projekti>

Conférence «RÉGIONS INTELLIGENTES»

ADOPTER LA SPÉCIALISATION INTELLIGENTE POUR INVESTIR DANS LES DOMAINES PRIORITAIRES POUR LA CROISSANCE EUROPÉENNE

La conférence «Régions intelligentes» – organisée par la commissaire Crețu et ses services de la DG de la politique régionale et urbaine – a eu lieu à Bruxelles les 1^{er} et 2 juin 2016. Elle a suivi un événement marquant de 2013: «Les régions en tant que moteurs d'une nouvelle croissance grâce à une spécialisation intelligente – stratégies d'appariement pour atteindre des objectifs communs».

Le vice-président de la Commission européenne Jyrki Katainen, les commissaires Elżbieta Bieńkowska et Tibor Navracsics, ainsi que les directeurs-généraux Walter Doffa et Robert-Jan Smits ont rejoint les principaux leaders en



À l'exposition de la conférence, les régions pouvaient présenter leurs domaines de RIS3 et chercher des partenaires afin de créer ensemble de nouveaux de réseau de valeur

LES PRINCIPAUX MESSAGES POLITIQUES

1. Aujourd'hui, nous mettons en œuvre des stratégies de spécialisation intelligente en partenariat avec plus de 120 régions/pays de l'UE. Nous utilisons la recherche, l'innovation et leurs liens avec les entreprises en tant que moteurs du développement régional en nous basant sur les points forts des régions et leur coopération.
2. Les investissements en matière de spécialisation intelligente contribuent également au plan d'investissement de l'UE. Les fonds structurels et d'investissement européen (fonds ESI) et le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) travaillent ensemble pour soutenir les investissements publics et privés dans ces domaines prioritaires.
3. Les plateformes thématiques de spécialisation intelligente soutiennent les régions engagées pour faire équipe et coordonner leurs investissements dans les domaines prioritaires de la spécialisation intelligente. Elles travaillent, par exemple, sur des réserves de projets; des regroupements de partenariats afin de faire passer les efforts régionaux au niveau européen; l'échange de bonnes pratiques et le soutien technique.

matière de spécialisation intelligente à cet événement qui a mis en avant les stratégies régionales innovantes et la coopération entre les régions de l'UE, ainsi que la manière dont elles pouvaient être appliquées pour stimuler la croissance et la compétitivité en Europe.

L'objectif de la conférence consistait à:

- présenter les réussites et les derniers travaux effectués;
- débattre de la meilleure manière de progresser pour accélérer la mise en œuvre des stratégies de spécialisation intelligente; et à
- mettre en place un soutien concret pour les prochaines collaborations.

De plus, des plateformes thématiques de spécialisation intelligente pour l'énergie, l'agroalimentaire et la modernisation industrielle ont été lancées.

Le programme se divisait en trois parties:

- les plus récents développements de la spécialisation intelligente régionale, avec des experts et des cas pratiques de Poméranie (Pologne), Andalousie (Espagne), Provence-Alpes-Côte d'Azur (France) et Tampere (Finlande);
- une session interactive pour identifier les domaines concrets de coopération dans les nouvelles plateformes de spécialisation intelligente sur l'énergie, l'agroalimentaire et la modernisation industrielle;

Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne, a décrit la manière dont chaque région d'Europe peut se spécialiser de manière intelligente et atteindre l'excellence en investissant dans les domaines prioritaires grâce aux stratégies de spécialisation intelligente

l'objectif étant d'investir conjointement dans ces domaines. Elle a été inspirée par l'initiative Vanguard, un groupe de régions européennes visant à mettre en place des clusters de classe mondiale ainsi que des réseaux de clusters, notamment par le biais de pilotes et de démonstrateurs communs (<http://www.s3vanguardinitiative.eu/>);

- une discussion politique de haut niveau entre les participants et les commissaires.

RÉSERVEZ CES DATES POUR LES PROCHAINS ÉVÉNEMENTS CONSACRÉS À LA SPÉCIALISATION INTELLIGENTE

- 28-30 septembre: 1ère conférence SMARTER sur la spécialisation intelligente et le développement territorial, Séville (ES)
- 10-13 octobre: Semaine européenne des régions et des villes, Bruxelles (BE)
- 3-4 novembre: Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région du Danube: «Les flux novateurs - eau, connaissances et innovation dans la région du Danube», Bratislava (SK)
- 8-9 novembre: Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique: «Une région, un avenir - vision 2030», Stockholm (SE)
- 16-17 novembre: Modernisation industrielle - suivi, Barcelone (ES)
- 30 novembre - 2 décembre: La conférence européenne sur les clusters, Bruxelles (BE)
- 2017: Conférence européenne sur la spécialisation intelligente.

Les temps forts de la conférence comprenaient un discours de **Jyrki Katainen**, vice-président de la Commission européenne, qui a mis l'accent sur le lien entre les stratégies de spécialisation intelligente et le plan d'investissement de l'UE: «C'est exactement ce que sont les plateformes thématiques de spécialisation intelligente que nous lançons aujourd'hui: des réserves de projets d'investissement qui attirent les investisseurs, les entrepreneurs et les innovateurs liés aux domaines de la spécialisation intelligente.»

Elżbieta Bieńkowska, commissaire en charge du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, a lancé la plateforme de spécialisation intelligente pour la modernisation industrielle conjointement avec Corina Crețu, commissaire en charge de la politique régionale. Elle aidera



les régions d'Europe à établir des liens avec les milieux d'affaires et de la recherche actives dans les domaines liés à la modernisation industrielle, tels que les technologies clés génériques, l'innovation dans les services et l'efficacité des ressources.

Walter Deffaa, directeur-général en charge de la politique régionale et urbaine, a souligné que les stratégies intelligentes sont essentielles à la croissance européenne du XXI^e siècle. Ces stratégies recourent au «processus de découverte entrepreneuriale» entre les chercheurs, les entreprises, la société civile et différents échelons du secteur public afin de planifier et mettre en œuvre ensemble la manière dont une région ou un pays utilise au mieux son potentiel et ses connaissances, ainsi que la façon de commercialiser ses réussites en matière d'innovation.

Les participants se sont aussi intéressés aux expériences internationales en matière de spécialisation intelligente avec **Charles Sabel**, professeur de droit et de sciences sociales à la Faculté de droit de Columbia (États-Unis) et **Jaime del Castillo**, expert européen sur les opportunités de croissance latino-américaines. Le professeur Sabel a apporté une analyse honnête des défis de gouvernance rencontrés par la spécialisation intelligente, en mettant l'accent sur le diagnostic et le suivi de la résolution des problèmes, la correction des erreurs et l'adaptation afin de changer les environnements tout en mettant en œuvre les projets et les programmes.

La conférence s'est achevée par les conclusions de **Walter Deffaa** et **Robert-Jan Smits**. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Marek Przeor, Chef d'équipe Croissance intelligente, Centre de compétence Croissance intelligente et durable, Direction-générale de la politique régionale et urbaine: Marek.Przeor@ec.europa.eu
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/conferences/smart-regions/
<http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/>

Les Pouilles attirent de plus en plus

Les Pouilles font partie des cinq régions les moins développées d'Italie. Elles ont déjà profité de financements de la politique de cohésion dans le passé et bénéficient de plans pour la période de programmation 2014-2020.

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DES POUILLES RECOURT AUX FONDS DE L'UE

Soutenir la compétitivité du système entrepreneurial est indispensable dans le cadre du développement économique régional, de même que l'amélioration de la qualité de vie. Il est plutôt important pour la relance du système de productivité et la tendance à investir dans l'encouragement de l'innovation et dans l'ouverture des marchés, y compris via des investissements intégrés qui s'appuient sur la recherche industrielle et le partenariat public-privé.

Des résultats positifs ont jusqu'à présent mené à d'autres changements et à l'autonomisation d'une politique industrielle pour un nouveau cycle de financement de l'UE pour 2014-2020. La politique industrielle régionale des Pouilles s'est essentiellement centrée sur la création d'incitations pour les investissements et la promotion de l'accès au crédit.

D'une part, les contrats du programme et des programmes d'aide intégrés ont été introduits, en même temps que le soutien aux investissements initiaux des micro- et petites entreprises du secteur du tourisme. D'autres incitations comprennent le démarrage de microentreprises créées par des personnes défavorisées, un soutien aux entreprises innovantes (à la fois nouvelles et anciennes), un soutien aux investissements par les PME locales du secteur des médias, et un soutien aux investissements dans les banlieues productives.

D'autre part, le soutien a été activé sous la forme de garanties, de contre-garanties et de cogaranties pour les PME.

En général, le soutien a contribué à atteindre les résultats suivants:

- › financement de plus de 11 000 entreprises
- › plus de 1 milliard d'euros d'aide publique
- › environ 4 milliards d'euros d'investissements financés
- › plus de 27 000 unités de travail opérationnelles.

Au cours de la première année de mise en œuvre du programme 2014-2020 (en juillet 2016), les initiatives en vigueur ont entraîné:

- › 2056 initiatives appliquées
- › plus de 1,1 milliard d'euros d'investissements
- › plus de 418 millions d'aide sollicitée
- › plus de 32 000 unités de travail opérationnelles.

Les Pouilles constituent l'une des régions les plus attractives d'Italie pour les investissements industriels. Des demandes sont également soumises par des groupes étrangers originaires d'Allemagne, des États-Unis et de l'Inde, qui représentent plus de la moitié de la valeur de toutes les demandes de contrats du programme. Les projets industriels proviennent également de multinationales italiennes.

Grâce au financement de l'UE, la politique industrielle régionale fournit aussi des interventions destinées à soutenir le capital humain et la reclassification des zones d'établissement productives.

Les Pouilles s'étendent du nord au sud sur 400 km le long du «talon» de la «botte» de l'Italie. Les aéroports de Bari et Brindisi accueillent énormément de touristes venus profiter, après un vol low-cost, du soleil et de la mer et découvrir la beauté naturelle, l'histoire et l'architecture de la région.

La politique de cohésion joue un rôle important dans cette partie du pays. En août 2015, la Commission européenne a adopté le programme opérationnel (PO) «Pouilles» qui s'élève à 7,12 milliards d'euros. De ce montant, 3,56 milliards d'euros proviendront du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen avant d'être complétés par un cofinancement national. Conformément aux principales priorités d'investissement définies pour l'Italie, le financement aura pour objectifs de:

- stimuler l'économie réelle en encourageant un environnement commercial propice à l'innovation, à la compétitivité, aux PME, à la recherche et au développement, et à la stratégie numérique;
- mettre en place des infrastructures très performantes et durables, une gestion plus efficace des ressources naturelles et de l'environnement, de meilleures liaisons de transport et la transition vers une économie à faible émission de carbone;
- développer les services sociaux et l'éducation en promouvant l'inclusion sociale, et en luttant contre la pauvreté, en encourageant l'éducation et la formation orientées vers le marché du travail, et en favorisant la mobilité des travailleurs et l'accès à l'emploi.

Suite à l'adoption du PO, Corina Crețu, commissaire en charge de la politique régionale, a déclaré: «Je me réjouis véritablement de l'adoption de ce programme ambitieux. Il permettra de débloquer des investissements importants qui instaureront un climat favorable à l'innovation et à l'entrepreneuriat, ce qui entraînera la création de milliers d'emplois. Il augmentera également l'attrait de la région et améliorera la qualité de vie de ses citoyens.»

EUSAIR

Les Pouilles font également partie de la Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne qui regroupe les zones maritimes, côtières et territoriales de quatre États membres, dont l'Italie, et de quatre pays non membres de l'UE. Regroupant plus de 70 millions de personnes, l'EUSAIR joue un rôle capital dans le renforcement de la continuité géographique



DIRITTI A SCUOLA: UN PROJET DE GRANDE CLASSE

Lors de la cérémonie de remise des Prix RegioStars, le projet Diritti a Scuola est arrivé en tête de la catégorie Croissance inclusive: intégrer dans la société les personnes menacées d'exclusion sociale. Le projet a été reconnu pour son approche qui vise à garder les enfants à l'école par le biais de différentes mesures préventives ciblant principalement les enfants de primaire et ceux qui suivent leurs deux premières années de secondaire. Il met également l'accent sur les enfants souffrant d'un handicap et sur ceux issus de milieux défavorisés, et s'est également concentré sur les écoles qui présentaient les taux les plus élevés de décrochage scolaire.

En associant l'éducation et l'assistance sociale, le projet a fourni des conseils, une orientation pédagogique et une médiation interculturelle qui ont profité aux étudiants et à leurs familles, et qui ont considérablement réduit le nombre d'étudiants interrompant prématurément leur scolarité. Le service d'assistance créé à cet effet a fourni des conseils et des informations à environ un tiers des étudiants dans les écoles ciblées par le projet (+/- 50 000) et à 10 000 familles. En particulier, les étudiants migrants et leurs familles ont reçu une aide dans les questions relatives à l'exclusion sociale et à l'intégration.

COÛT TOTAL: 140,48 MILLIONS D'EUROS
CONTRIBUTION DE L'UE: 75,23 MILLIONS D'EUROS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/italy/tackling-school-drop-out-rates-and-improving-results

de l'Europe grâce à une coopération plus étroite dans certains domaines, par exemple, la promotion de l'économie maritime, la protection de l'environnement, l'amélioration des réseaux de transport et d'acheminement de l'énergie, et la stimulation du tourisme durable (voir *Panorama 57*).

De l'argent bien dépensé

Selon Michele Emiliano, le président de l'administration régionale des Pouilles (voir son interview ci-dessous), le financement de la politique de cohésion durant la période 2007-2013 a permis à la région de lutter contre les effets négatifs du ralentissement économique et de la rendre plus attractive et plus compétitive.

Des investissements structurels ont été faits dans de nombreux secteurs, y compris l'environnement, le développement urbain, la compétitivité des entreprises, l'éducation et la formation, la recherche appliquée, les infrastructures et les équipements, et le bien-être et les services de santé. Par exemple, plus de 18000 entreprises ont bénéficié d'une aide d'environ 4 milliards d'euros, dont 10% environ étaient destinés à la recherche. De plus, ces investissements ont permis la création de 70000 emplois.

Dans le secteur de la santé, plus de 150 projets ont été financés pour améliorer le réseau local des services spécialisés, qui est désormais équipé des dernières technologies. En ce qui concerne le bien-être, des résultats importants ont été observés dans le domaine des services de soins aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes dépendantes.

L'environnement a bénéficié de différentes actions de protection, dont la promotion de plus de 300 projets de préservation des sols afin d'empêcher et de limiter les risques naturels. Le tourisme a également profité du financement de nombreux projets de promotion et de mise en valeur, ainsi que de 400 actions destinées à protéger et à faire connaître le patrimoine historique et culturel, en ciblant les théâtres historiques, les musées et les cathédrales.

Dans le domaine de l'éducation et de la formation, des améliorations considérables ont été réalisées pour réduire les taux de décrochage scolaire. Cette réussite peut également être attribuée au projet «Diritti a scuola» (Droits à l'école), qui a remporté le prix RegioStars 2015 dans la catégorie de la Croissance inclusive (voir l'encadré relatif au projet). En ce qui concerne le secteur de l'emploi, des initiatives de formation ont été mises en place et suivies par environ 600 000 Apulien, dont plus de la moitié avaient 25 ans ou moins.

LE LABORATOIRE VIVANT DES TIC DES POUILLES APORTE DES AVANTAGES CONCRETS

Le projet de laboratoire vivant des Pouilles a fourni à la région une nouvelle approche politique pour faire face à la crise économique et améliorer le développement durable. Il a mis au point un outil d'innovation technologique pour permettre aux entreprises locales, en particulier les PME, de répondre aux attentes du secteur public. Le modèle de réseau fondé sur les connaissances ainsi créé peut produire des environnements innovants ouverts et propres à chaque domaine dans les conditions de la vie réelle. Étant donné que les services et les plateformes sont «cocréés» avec les utilisateurs finaux/consommateurs dans un environnement quotidien, les résultats devraient se rapprocher des éventuelles applications du marché.

Le laboratoire vivant des TIC a rassemblé une série de besoins sociétaux spécifiques et des réponses technologiques dans une base de données en ligne consacrée à cet effet, connue sous le nom de «catalogue des exigences». Fin 2015, ce catalogue avait compilé plus de 400 exigences, alors qu'un «catalogue des partenaires» a enregistré 200 entités différentes.



COÛT TOTAL:
39,79 MILLIONS D'EUROS
CONTRIBUTION DE L'UE:
22,17 MILLIONS D'EUROS

<http://livinglabs.regione.puglia.it/>

Enfin, des projets de rénovation urbaine ont été mis en œuvre dans 160 communes de la région qui contribuent désormais à attirer plus de touristes dans le Sud du pays. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.regione.puglia.it/>

Les Pouilles

Population:

4 050 803 (2013), représentant 6,8% de la population totale du pays.

Marché du travail:

En 2013, un peu moins de 46% de la population travaillait contre 59,8% de la moyenne nationale (UE 68,3%); le chômage s'élevait à 19,8% (national 12,2%, UE 10,8%), alors que le chômage des jeunes (moins de 25 ans) atteignait 49,7% (national 40,0%, UE 23,5%).

Économie:

La région est à la traîne par rapport à l'économie nationale et européenne en matière de développement économique: 66,8% du PIB moyen par habitant en SPA UE-28, avec une productivité à 94,8% contre 110,8% en Italie. Les principaux indicateurs du secteur en% de VAB (valeur ajoutée brute) nationale sont les services (26,5), les activités financières et autres (25,7), le commerce et les transports (22,5), l'industrie (13,4), la construction (8,1) et l'agriculture (3,7).

Spécialisations intelligentes:

Les Pouilles sont considérées comme étant la région la plus dynamique du Sud de l'Italie et, bien que les investissements en recherche et développement soient inférieurs à la moyenne nationale, les autorités régionales ont récemment promu plusieurs initiatives pour soutenir l'activité d'innovation dans la région. La politique d'innovation se concentre sur la création de districts productifs et technologiques, la mise en réseau entre les instituts de recherche et la formation du capital humain. De même que l'Émilie-Romagne, les Pouilles sont la première région italienne à mettre en œuvre une stratégie de spécialisation intelligente.

Autres secteurs clés:

En termes économiques, l'agriculture est bien plus importante dans les Pouilles que dans le reste de l'Italie. La région est un leader dans l'exportation de blé, d'huile d'olive et de tomates. Les moutons représentent le seul élevage important, mais la région revendique la quatrième place du pays dans le domaine de la pêche. Les plus grandes spécialités du secteur manufacturier sont les produits alimentaires, les textiles et les produits métalliques. Le secteur de l'industrie est très développé dans le Sud avec l'acier de Tarente et une usine chimique à Brindisi; d'autres industries comprennent la fabrication de papier, l'ingénierie et les matériaux de construction. Dans le secteur des services, qui est généralement pauvre dans le Sud de l'Italie, le tourisme continue à se développer, en particulier dans les zones côtières.



LES POUILLES – GRANDES AMBITIONS, SOUTIEN EFFICACE

Michele Emiliano, le président de l'administration régionale des Pouilles, donne à *Panorama* un aperçu de l'importance de la politique de cohésion dans cette région italienne.

Comment la politique de cohésion peut-elle aider les Pouilles à se développer économiquement, et quelles sont, selon vous, les domaines prioritaires?

Bien que les données mentionnées ci-dessus mettent en avant le caractère central des actions de l'UE qui contribuent à réduire les écarts de croissance entre les régions du pays, certains aspects soulignent l'incertitude de l'Europe sur son avenir. De nombreux pays demandent une cohésion plus ferme et un plus grand intérêt porté aux questions quotidiennes, ce qui nécessite de fournir davantage d'efforts pour atteindre l'unification politique (un sujet important) en même temps que l'unification économique et monétaire. En ce sens, le rôle de la politique de cohésion est essentiel, plus encore que jamais.

En évoquant notre avenir après 2020, nous ne pouvons pas oublier les régions qui connaissent de plus grands déséquilibres et des pénuries, et où des dizaines de millions de citoyens sont très désavantagés sur le plan économique et social et en matière d'emploi en raison de forces majeures – avant tout, ces régions manquent d'opportunités de croissance. Comme le Pape François l'a souligné durant sa visite au Parlement européen en 2014, l'Europe entière doit

lutter contre la méfiance des citoyens à l'égard des institutions qui sont considérées comme distantes et qui travailleraient pour mettre en place des règles perçues comme éloignées des préoccupations de la population. Les grands idéaux qui ont inspiré une Europe unie doivent de nouveau être placés au centre des actions quotidiennes.

La cohésion, le partage et l'écoute des demandes des citoyens sont des idéaux qui doivent à nouveau être promus, et les aspects techniques des institutions européennes doivent quant à eux être mis au second plan. Nous devrions associer le futur à l'espoir, en commençant avec les jeunes. Nous devons regagner la confiance des citoyens pour parvenir à une Europe unie, pacifique, sympathique, mutuelle et proactive. À cet égard, nous devrions nous rappeler des leçons prodiguées par des hommes comme Robert Schuman, Jean Monnet, Alcide De Gasperi et Altiero Spinelli qui ont transmis les valeurs sur lesquelles nous devons nous appuyer en adoptant un nouvel élan et un nouvel enthousiasme. Aujourd'hui, les Pouilles s'engagent fermement à renforcer les idéaux européens et à promouvoir de nouvelles politiques de développement dans les domaines du bien-être, de l'environnement et de l'économie. Les fonds structurels pour la

période de programmation 2014-2020 nous aideront à atteindre ces objectifs dans notre région.

Quels sont les avantages et les inconvénients de la nouvelle approche qui vise à intégrer des fonds et des instruments financiers? Comment assurer le caractère concret et la complémentarité?

S'inspirer des opportunités fournies par l'économie verte, améliorer les compétences des travailleurs et des entrepreneurs, soutenir les stratégies de qualifications et de spécialisation intelligentes en créant principalement de nouvelles opportunités d'emploi pour les jeunes, en augmentant l'inclusion sociale et en luttant contre la nouvelle forme de pauvreté sociale et économique: voici les principaux objectifs qui nécessitent de plus en plus des instruments intégrés plus proches des besoins réels. Nous nous appuyons sur des capacités et des expériences déjà bien établies. Elles ont transformé les Pouilles en l'une des régions les plus vertueuses quant à l'utilisation faite des fonds européens et elles nous permettront de continuer à améliorer l'utilisation faite des financements et des instruments d'ingénierie financière.

Des résultats positifs sont notamment obtenus grâce aux investissements dans les plus petites entreprises, où les subventions pour les installations et les équipements peuvent être associées aux garanties fournies par des Partenariats de garantie communs de limites de crédit (qui

recourent à des ressources publiques) afin de faciliter l'accès au crédit. D'autres exemples positifs comprennent l'intégration d'un soutien productif aux investissements et de plans de formation professionnelle des travailleurs, une assistance au démarrage d'entreprise pour les jeunes (NIDI - Nuove iniziative d'impresa; Nouvelles initiatives de démarrage d'entreprise - NIDE) et PIN - Pugliesi Innovativi; Apuliens innovants - AI) et des microcrédits pour les plus petites entreprises (même les indépendants peuvent déjà bénéficier des premier et dernier instruments).

Il existe une question globale relative à l'utilisation des fonds européens centrée sur la simplification. Comment les régions peuvent-elles y contribuer?

Dans une grande mesure en diffusant les connaissances relatives aux règlements européens. Quand les bénéficiaires ne disposent pas de suffisamment de connaissances sur les procédures, les processus de mise en œuvre et les délais sont étendus et, par conséquent, ils pourraient ne pas correspondre aux dates de rapport pour les dépenses de fonds européens. Toutefois, dans d'autres aspects, il faut souligner que des efforts supplémentaires sont nécessaires au niveau européen pour simplifier les différents éléments liés à la gestion et au contrôle. D'importantes avancées ont été effectuées, mais le chemin est encore long.

En outre, nous ne devrions pas oublier que la simplification doit être réalisée en recourant à une approche cohérente et intégrée de la législation européenne et de la législation adoptée par chaque État membre. Ce point est très important quand, par exemple, les différentes administrations locales et nationales transposent les directives liées aux marchés publics, ainsi que les procédures d'autorisation. Par exemple, l'Italie a récemment approuvé la nouvelle loi consolidée rela-



tive aux marchés publics. Nous espérons qu'elle aidera concrètement à simplifier les procédures et à réduire les délais de mise en œuvre pour les investissements publics, qui figurent toujours parmi les plus longs d'Europe.

Quels résultats espérez-vous atteindre à la fin de la période 2014-2020?

L'objectif de la période de programmation 2014-2020 consiste à rendre la région des Pouilles de plus en plus innovante, attractive et durable sur un plan social et économique d'une part, et sur un plan environnemental d'autre part. Nous souhaitons que notre région puisse attirer des investissements productifs plus importants et augmenter le nombre de séjours touristiques en améliorant les conditions de vie des citoyens et des visiteurs. De plus, nous voulons qu'elle devienne de plus en plus inclusive pour les catégories les plus défavorisées de la population, grâce à des services ciblés et intégrés pour le bien-être, et à des politiques actives de l'emploi. Pour cette raison, nous avons planifié des investissements considérables dans la stratégie de qualification et de spécialisation intelligentes, ainsi que dans le développement de l'économie verte et des infrastructures de transport, et essentiellement dans l'amélioration des compétences. Nous souhaitons que notre région devienne plus attirante pour les jeunes Apuliens et pour les autres jeunes qui

viennent d'ailleurs, étant donné qu'un niveau de vie élevé va de pair avec un système universitaire de haute qualité et une structure d'entreprise très dynamique et proactive.

Les Pouilles sont une des régions de la macrostratégie pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne. Quelles sont vos attentes à cet égard?

La macrostratégie pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, parallèlement à d'autres programmes de coopération régionale, joue un rôle crucial pour contrer le scepticisme européen, en commençant par la coopération dans les questions d'intérêt commun. Les macro-régions représentent un environnement de choix pour les parties prenantes locales afin qu'elles puissent participer directement aux décisions qui les concernent, à l'échelle suprarégionale et supranationale. Pendant ce temps, elles laissent de grandes marges de manœuvre aux politiques de cohésion, de subsidiarité verticale et horizontale. La région de l'Adriatique en particulier a besoin de renforcer les processus d'intégration et de partage en ce qui concerne les choix importants, tels que ceux liés à l'environnement, à l'économie, aux infrastructures et aux équipements, et à la culture. La coopération entre les régions est à la fois utile et bénéfique pour l'Europe, étant donné qu'elle prouve que la culture du dialogue et la participation représentent les seules solutions capables de favoriser la croissance et le développement de la région, peut-être dans une Europe plus unie et plus proche de ses citoyens. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/en/newsroom/news/2015/08/european-commission-adopts-eur7-billion-operational-programme-for-the-italian-region-of-puglia

Qu'a accompli l'UE pour nous?

Le financement de l'UE modifie-t-il la manière dont les citoyens européens perçoivent l'Union européenne? Le récent référendum européen organisé au Royaume-Uni semble démontrer qu'il ne modifie pas cette perception. Des régions comme les Cornouailles et les Galles de l'Ouest et les Vallées, deux des régions les plus pauvres de l'UE qui ont reçu des millions d'euros du FEDER et du FSE, ont principalement voté en faveur de la sortie de l'UE.



Les médias et les sondages d'opinion ont identifié une série de facteurs qui expliquent ce paradoxe. La communication pourrait constituer un facteur: la BBC a relevé le manque de visibilité de l'affichage européen et de prise de conscience collective du financement de l'UE dans les Cornouailles¹. Mais d'autres facteurs ont également leur importance, les bénéfices perçus du financement de l'UE au Pays de Galles et ailleurs étant éclipsés par des inquiétudes liées à la contribution au budget, à la souveraineté, à l'immigration ou à la situation économique au sein du Royaume-Uni et de l'Europe².

La question de savoir si les personnes pensent que le financement de l'UE a eu un impact positif sur le développement économique de leur région et s'il influence leur attitude envers l'UE et l'identité européenne sont au centre d'un nouveau projet Horizon 2020 appelé COHESIFY. L'étude entreprendra la première recherche approfondie sur les interactions entre l'identité européenne, la politique de cohésion de l'UE et la communication dans les régions d'Europe. Elle fait partie du programme plus large Horizon 2020 qui cherche comment rétablir le lien entre les citoyens de l'UE et l'Union, et adopter une identité européenne commune pour soutenir la légitimité de l'UE et l'intégration européenne.

L'opinion publique après la crise

Les données du sondage de l'Eurobaromètre montrent que l'identité européenne parmi les citoyens européens a chuté au cours des années qui ont suivi la crise économique de 2007-2008, mais elle a retrouvé son niveau d'avant la crise en 2010. Elle a atteint un record historique en 2015, avec plus



¹ <http://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-eu-referendum-36054645>

² <https://www.theguardian.com/uk-news/2016/jun/25/view-wales-town-showered-eu-cash-votes-leave-ebbw-vale>



^ Les Cornouailles, l'une des régions les plus pauvres du Royaume-Uni, a obtenu un financement important du FEDER et du FSE

de 50% des citoyens s'identifiant aussi bien à leur pays qu'à l'Europe pour la première fois. Le soutien politique pour l'UE a également repris des points ces dernières années, même si la confiance des citoyens en l'UE se situe bien en dessous des niveaux d'avant la crise, et que l'impact du Brexit sur l'UE et l'opinion publique reste à démontrer.

Alors que la politique de cohésion représente une importante partie du budget de l'UE et un outil essentiel pour réagir aux effets de la crise, moins de 50% des citoyens européens connaissent le Fonds européen de développement régional ou le Fonds de cohésion, et seul un cinquième considère avoir bénéficié au quotidien de projets financés par l'UE.

Le professeur John Bachtler, directeur du Centre de recherche en matière de politiques européennes (Université de Strathclyde), qui dirige le consortium COHESIFY composé de dix partenaires européens, a souligné: «De nombreux Européens considèrent que l'UE est loin de leurs préoccupations. Les décisions politiques sont prises à Bruxelles et les fonds sont alloués par l'intermédiaire des capitales nationales et régionales d'une manière difficile à comprendre pour eux. Si l'UE est sérieuse quand elle parle de renouer avec ses citoyens, elle a besoin d'améliorer leur perception de l'UE et de ses politiques.»

Son collègue, le Dr Carlos Mendez, gestionnaire du projet COHESIFY, a ajouté: «Cette étude impliquera de parler aux citoyens ordinaires dans les pays de l'UE afin de découvrir ce qu'ils pensent de l'UE et de l'argent qu'elle dépense dans leur pays, leur région ou leur ville.»

Méthodologies de recherche

Le consortium COHESIFY, qui comprend huit universités européennes et deux PME, mènera une recherche interdisciplinaire durant deux ans et appliquera différentes méthodologies de recherche, dont des groupes de discussion et une enquête représentative parmi les citoyens; des sondages en ligne et des interviews approfondies avec les parties prenantes à la politique de cohésion et les communicateurs; une analyse de contenu des manifestes de partis politiques; et une analyse des médias (sociaux). En outre, les stratégies actuelles de communication ou les activités menées par les États membres et les autorités de gestion seront analysées.

Les recherches seront dirigées par un comité consultatif composé d'experts en communication et en politique de la DG de la politique régionale et urbaine, du Comité des régions, de l'Université libre de Berlin et du Club de Venise.

En plus de développer de nouvelles connaissances sur la relation entre la politique de cohésion et l'identité européenne, le projet vise à formuler des recommandations concrètes en matière de politique afin d'améliorer l'efficacité de la communication de l'UE sur la politique de cohésion. Les premiers résultats seront disponibles début 2017, alors que le projet se terminera fin 2018 avec les rapports finaux, dont la publication d'un manuel pour les communicateurs européens. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

www.cohesify.eu



Une vue d'ensemble sur les projets européens

Dans le cadre de la campagne «l'Europe dans ma région», plus de 3000 projets dans 23 pays ont participé aux journées portes ouvertes pour présenter à 300 000 visiteurs les réalisations des projets régionaux européens.

L'Europe dans ma région (EIMR) est une campagne de communication lancée au sein de l'UE afin d'encourager les citoyens à découvrir les projets financés par l'UE à proximité d'eux. Pour la première fois cette année, quatre initiatives distinctes – des journées portes ouvertes des projets européens, une chasse au trésor, un concours photo et une campagne de blogs – ont permis au public de visiter des projets et de partager des images et des expériences via les médias sociaux. La campagne est coordonnée par la DG REGIO et organisée en coopération avec les autorités régionales.

Regardez ces quelques photos des milliers d'événements qui se sont déroulés dans toute l'Europe du mois de mai au mois de juin 2016. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/communication/inform-network/map/



■ ■ ■ ■ ■ *Entreprises locales – bénéficiaires des programmes financés par l'UE dans la région – réunis lors de l'événement DIP Sliven en Bulgarie.*

■ ■ ■ ■ ■ *Les visiteurs de l'EIMR à Erfolgsgeschichten en Bade-Württemberg, Allemagne, ont une grande opportunité d'en savoir plus sur les projets financés par l'UE dans leur région.*

■ ■ ■ ■ ■ *Les visiteurs de la Fête de l'Europe annuelle au Luxembourg ont participé à de nombreuses activités présentant les États membres, les institutions européennes et quatre clusters axés sur la croissance et l'emploi, le climat et l'union de l'énergie, le marché unique numérique, et l'UE en tant qu'acteur plus fort sur la scène internationale.*

■ ■ ■ ■ ■ *Le ministre slovène Alenak Smerkolj (rangée arrière, deuxième à partir de la gauche) a rejoint les participants d'un projet financé par le FSE («Formation des jeunes adultes») lors des journées portes ouvertes des projets européens à Koper, Slovénie.*

■ ■ ■ ■ ■ *La Thessalie en Grèce a préparé toute une variété d'événements publics interactifs dans les zones où des infrastructures urbaines et des projets culturels ont été mis en œuvre avec le soutien de l'UE.*

■ ■ ■ ■ ■ *Journées portes ouvertes des projets européens dans la voïvodie de Łódź, Pologne.*

■ ■ ■ ■ ■ *Des visages souriants après la chasse au trésor organisée dans le Fort de Santiago, Sesimbra au Portugal.*

Garantir la future cohésion politique après 2020



Marjorie Jouen, une experte en politiques européennes liées au développement régional, rural et local, à la cohésion territoriale et à l'innovation sociale, et conseillère spéciale à Notre Europe - Institut Jacques Delors, nous donne son avis sur la voie à suivre pour la cohésion européenne.

Le Brexit nous rappelle que le Fonds européen de développement régional (FEDER) a été créé en réponse à la demande formulée par le Royaume-Uni après son entrée dans la Communauté économique européenne. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis 1975! Je crois que le secret de cette longévité réside dans le fait que les politiques de développement régional ont cette capacité de se métamorphoser à chaque réforme, en commençant par celle établie par la politique de cohésion, dont nous avons fêté le 30^e anniversaire cette année.

En réalité, chaque programme se caractérise par une association spécifique d'outils et de critères d'éligibilité pour les territoires les plus demandeurs, en réponse à une quelconque menace formulée à l'encontre de la cohésion européenne à un moment donné. Le défi consiste à anticiper les problèmes qui doivent être résolus plus de cinq ans à l'avance. Il ne s'agit cependant pas de repartir d'une feuille blanche, mais de s'appuyer sur les structures en place afin de les améliorer. Les principes de base – administration conjointe et cofinancement par les États membres et les régions, ainsi que la programmation pluriannuelle et multisectorielle – demeurent inchangés.

Que devons-nous retenir du programme 2014-2020?

Deux ans et demi après sa création, nous pouvons tirer quelques leçons du programme actuel qui se caractérise, notamment, par le besoin de résoudre la crise économique. Le programme conjoint des cinq fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI), ainsi que leur alignement par rapport aux priorités de la stratégie UE 2020, a été élaboré en réponse à un souhait de plus grande efficacité durant une période de restriction budgétaire. Des contrôles et des conditions plus stricts ont été mis en place pour garantir l'efficacité des outils d'intervention au titre de la bannière «mieux dépenser».

L'autre trait marquant de ce programme se trouve dans l'introduction d'une

«cohésion territoriale» en tant qu'objectif, ce qui signifie qu'une attention particulière serait accordée aux niveaux infrarégional et suprarégional (urbain, local et macrorégional) en leur fournissant de nouveaux outils.

La Commission européenne a rédigé son premier rapport fin 2015¹. En notant que la politique de cohésion n'avait pas été en mesure d'empêcher la crise économique de balayer «les gains de la convergence économique atteinte dans plusieurs régions et États membres de l'UE depuis 2000», elle reconnaît également que les montants inadéquats en jeu signifient qu'elle ne peut constituer une véritable politique de redistribution.

Inversement, et de manière positive, la gouvernance caractéristique des fonds – trop rigides selon certains – leur a permis d'amortir et parfois de surmonter l'échec des investissements publics nationaux. Le recours optionnel aux nouveaux outils de développement territorial, comme les investissements territoriaux intégrés (ITI), les stratégies pour un développement urbain durable et un développement local mené par les acteurs locaux (CLLD), indiquerait qu'ils sont essentiellement expérimentaux.

Selon l'agenda social territorialisé de Fabrizio Barca², le programme réussit en termes de meilleure gestion des fonds ESI pour les régions, en mettant en avant le CLLD pour tous les types de territoires, et en reconnaissant l'existence d'objectifs autres que ceux liés à la performance économique (transition énergétique et environnementale, par exemple). Toutefois,

¹ Communication de la Commission «Investir dans la croissance et l'emploi – optimiser la contribution des Fonds structurels et d'investissement européen», COM(2015) 639 final du 14 décembre 2015

² F. Barca, 2009, *Un agenda pour une politique de cohésion réformée*



aucune avancée n'a été effectuée en termes de cohésion sociale, à savoir en matière d'emploi et de pauvreté. Peu de progrès en matière de «bonne gouvernance» ont été réalisés, bien que la complexité des procédures a été assouplie et, qu'au lieu des politiques sectorielles territorialisantes, la politique de cohésion a été «sectorialisée».

Quels seront les défis rencontrés par la cohésion après 2020?

La période de chaos géopolitique que nous vivons actuellement ne devrait pas nous détourner du besoin de cohésion interne au sein d'une UE remodelée. Ces besoins ne sont pas purement sociaux, connectés à l'activité professionnelle et au revenu et aux répercussions du marché unique, mais sont de plus en plus sociétaux – c'est-à-dire, liés par exemple à l'âge, à la culture, à la santé ou à l'éducation des personnes. La dimension territoriale est de plus en plus importante comme point de référence pour la coexistence pacifique, dans la mesure où la plupart des institutions et des mécanismes inhérents à la cohésion

sociale ont soit été démantelés (travail, école, entreprises, etc.) ou ont disparu.

Ainsi, les différences entre les petites régions ou territoires (districts urbains ou zones rurales) n'existent pas uniquement en raison de leur concurrence économique et de leurs profils d'innovation, mais aussi en raison de leurs conditions de vie, de leur harmonie sociale et de la santé générale de leurs institutions démocratiques.

De plus, l'exposition inégale des territoires aux ressources naturelles rares et à la variabilité des conditions climatiques devrait signifier qu'une étape décisive peut être atteinte à l'horizon 2025 afin d'impliquer les territoires et les populations dans les étapes destinées à assurer la résilience.

Par conséquent, il faudrait:

- baser une partie considérable de l'allocation des fonds (de l'ordre de 30%), non dans le PIB par habitant, mais dans l'indice de progrès social européen (EU-SPI);

- revoir les priorités en matière d'investissement en adaptant plus d'objectifs liés à l'inclusion des jeunes, la prévention de l'exclusion, l'amélioration de la résilience et des conditions de vie, la démocratie participative et l'innovation sociale, et la créativité grâce à l'utilisation de la technologie numérique;

- renforcer et consolider l'usage des outils de développement territoriaux intégrés en les rendant obligatoires;

- promouvoir la compétition territoriale comme méthode de mise en œuvre des programmes d'investissement régional entre les districts urbains et ruraux, les régions côtières et montagneuses et les autorités locales, en plus de constituer un objectif spécifique. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Notre Europe –
Jacques Delors Institute:
www.delorsinstitute.eu/1-Home.htm

MOOC: expliquer les budgets et les fonds européens

Le Comité des régions (CdR) lance le premier cours en ligne ouvert à tous (MOOC) de ce genre, afin d'aider les autorités régionales et locales à gérer l'élaboration des politiques relatives aux affaires européennes. Il sera axé sur l'accès aux fonds européens et la compréhension des budgets.

La première édition du MOOC en 2015, a présenté un aperçu général de la structure institutionnelle de l'UE et des procédures de prise de décisions, en lien avec les affaires régionales et locales, en particulier. Plus de 50 experts, dont les responsables politiques locaux et les PME, les hauts représentants des institutions européennes et les universitaires, ont partagé leurs connaissances via des vidéos et des débats diffusés sur internet en direct des locaux du CdR à Bruxelles.

La participation de près de 8500 personnes de plus de 70 pays a confirmé le potentiel du MOOC de renforcer la capacité administrative au niveau local ainsi que la demande importante de la formation en ligne sur les affaires européennes. Par conséquent, une nouvelle édition qui se tiendra du 31 octobre au 9 décembre est prévue. Les «retardataires» pourront y avoir accès durant l'année 2017.

La formation de cette année a été créée en collaboration avec la Banque européenne d'investissement et deux directions générales de la Commission européenne (politique régionale et urbaine, budget).

Le MOOC comprendra six thèmes principaux mis en ligne, dont chacun durera une semaine et demandera environ deux heures d'études. Les thèmes seront axés sur le budget européen et son mode de dépense. Les outils du cours, comprenant des vidéos, des débats en direct, des fiches de synthèse et des questionnaires, compléteront les théories de base sous-jacentes aux fonds européens, aux procédures et aux évaluations, et les informations pratiques de praticiens responsables de l'élaboration et de la réalisation de projets. Le cours sera disponible gratuitement à l'adresse [fun-mooc.fr](https://www.fun-mooc.fr/courses/CoR/114001/session01/about), les participants peuvent s'enregistrer sur: <https://www.fun-mooc.fr/courses/CoR/114001/session01/about>

DEUXIÈME ÉDITION

La deuxième édition du MOOC vise à attirer plus 10 000 participants, dont:

- › des membres du CdR et des responsables politiques régionaux et locaux de l'UE et d'autres pays;
- › du personnel des institutions européennes, des bureaux régionaux à Bruxelles, des associations, etc.;
- › des fonctionnaires des administrations locales et régionales s'occupant des affaires financières européennes;
- › du personnel travaillant pour des ONG et d'autres bénéficiaires potentiels des financements européens;
- › du personnel travaillant dans des institutions financières telles que les banques de développement (régional);
- › des enseignants, des étudiants et des journalistes.

Le **module 1** présentera le rôle des régions et des villes dans les affaires européennes, en insistant sur les questions financières. Le **module 2** apportera une vue d'ensemble du budget européen actuel qui sera suivie d'informations plus précises sur le cycle budgétaire, les résultats, la transparence et les activités liées aux investissements. Le **module 3** se concentrera sur les fonds structurels et d'investissement européens et leur mise en œuvre.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques et les autres instruments de la Banque européenne d'investissement, y compris les bonnes pratiques et la mise en réseau, seront traités dans le **module 4**. Les programmes européens, les procédures et les agences liés aux régions et aux villes seront présentés dans le **module 5**. Enfin, le **module 6** présentera l'examen de mi-parcours du budget européen pour la période 2014-2020 et les perspectives après 2020. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://cor.europa.eu/fr/events/Pages/CoR-online-MOOC.aspx>

NOUVELLES [EN BREF]

LA RÉGION DE L'ÉPIRE A REMPORTÉ LE PRIX DES MEILLEURES PRATIQUES POUR LE «GUIDE POUR LES CITOYENS»

Une initiative louable venue de Grèce s'est illustrée dans l'édition 2015 du concours pour les projets du secteur public organisé par l'Institut européen d'administration publique. Le concours vise à sélectionner les initiatives les plus innovantes et les plus efficaces qui peuvent servir d'exemples à l'échelle européenne et internationale. L'une des régions les plus pauvres de Grèce, l'Épire, a mis en place avec succès un «Guide pour les citoyens» qui constitue un outil en ligne très utile, permettant d'économiser du temps et de l'argent, et qui est disponible à distance pour les citoyens et les entreprises. Le projet aidera à désengorger les longues files d'attente et entraînera une plus

grande efficacité des fonctionnaires. Cela augmentera également la transparence et la confiance envers les services publics.

Le projet a été sélectionné parmi 64 autres projets considérés comme de bonnes pratiques, soumis par 36 pays européens et institutions européennes. Il convient de souligner que le «Guide pour les citoyens» de l'Épire a été conçu exclusivement par les fonctionnaires qui ont utilisé des logiciels ouverts et gratuits, ce qui a complètement supprimé le coût de la réalisation, de l'hébergement et de la maintenance. C'est Madame Tatiana Kalogianni, vice-gouverneur de l'Épire, qui a eu l'idée du projet et dont le soutien était déterminant pour le succès de toute l'initiative. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.politis.gov.gr>



NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE

La Commission européenne a nommé Marc Lemaître à la tête de sa direction générale de la politique régionale et urbaine (DG REGIO). Il occupe ses nouvelles fonctions depuis le 1^{er} septembre, en succédant à Walter Deffaa.

M. Lemaître dispose d'une solide expérience des affaires européennes, acquise durant vingt ans de carrière à la Commission européenne et dans le service diplomatique luxembourgeois. De 1996 à 2006, il a travaillé à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne, où il était chargé des affaires budgétaires, commerciales et générales. Il a notamment participé à l'élaboration et à la négociation du cadre financier pluriannuel pour la période 2007-2013.

Il a rejoint la Commission en 2007 en tant que chef de cabinet de Mme Danuta Hübner, commissaire chargée de la politique régionale, puis du successeur de celle-ci, M. Paweł Samecki. Il a également dirigé le cabinet du commissaire au budget, M. Janusz Lewandowski, de 2010 à 2013,



^ Vice-gouverneur de la région de l'Épire, Tatiana Kalogianni (au milieu) à la remise du prix



période durant laquelle le cadre financier pluriannuel en cours (2014-2020) a été élaboré et approuvé. Il occupe depuis 2013 la tête du PMO (Office payeur), un service employant près de 600 personnes. ■

NOUVELLES FONCTIONNALITÉS DU PORTAIL DES DONNÉES OUVERTES

De nouvelles données et fonctionnalités ont été ajoutées à la plateforme de données ouvertes pour les Fonds structurels et d'investissement européens. Maintenant, les utilisateurs ont accès à tous les 533 programmes relevant des fonds ESI 2014-2020 (disponibles via les pages des pays), y compris le financement et les résultats escomptés sur la base d'indicateurs communs (si disponible). L'ensemble des données concernant les finances a été mis à jour afin de montrer les programmes adoptés à partir de juillet 2016. Les programmes de coopération transfrontalière réalisés dans le cadre de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) ont également été ajoutés. Maintenant,

les utilisateurs peuvent aussi visualiser la répartition thématique des financements en tant que montant total ou pourcentage d'allocation nationale. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/cohesion6/cp_data.png

DE BONS RÉSULTATS POUR L'INNOVATION

La Commission a publié les résultats 2016 du tableau de bord européen de l'innovation, du tableau de bord de l'innovation régionale et de l'Innobaromètre. Les principales conclusions qui en découlent sont que l'Union rattrape son retard sur le Japon et les États-Unis; la Suède est une fois encore le champion en matière d'innovation et la Lettonie est désormais l'innovateur enregistrant la croissance la plus rapide.

Des pôles d'innovation régionaux sont également présents dans des pays figurant



parmi les innovateurs modérés: au Piémont et en Frioul-Vénétie julienne en Italie, au Pays basque en Espagne et dans la région de Bratislava (Bratislavský kraj) en Slovaquie. En général, le facteur essentiel pour devenir un champion de l'innovation est l'adoption d'un **système d'innovation équilibré**, qui combine un niveau approprié d'investissements publics et privés, des partenariats d'innovation efficaces entre les entreprises et avec les universités, ainsi qu'une solide base d'enseignement et une recherche d'excellence. Au cours des deux prochaines années, les performances de l'UE en matière d'innovation devraient s'améliorer. La majorité des entreprises prévoit de maintenir ou d'augmenter le niveau d'investissement dans l'innovation au cours de la prochaine année. Les entreprises en Roumanie, à Malte et en Irlande sont les plus susceptibles d'accroître leurs investissements dans l'innovation. ■

The banner features a blue background with a bar chart and a line graph. The text reads: 'EUROPEAN STRUCTURAL AND INVESTMENT FUNDS OPEN DATA PLATFORM' in white on a red bar at the top. Below, it says 'EU INVESTS IN YOUR REGIONS' in white, followed by 'explore our data...' in red and black, and the URL 'https://cohesiondata.ec.europa.eu/' in white. The European Commission logo and 'Regional and Urban Policy' are at the bottom right.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://ec.europa.eu/growth/industry/innovation/facts-figures/scoreboards/>

PROJETS

LES JEUNES REPRENENT LES BIENS SAISIS À LA MAFIA

**UNION EUROPÉENNE:
227 900 EUR**

**FONDS RENOUVELABLE:
(COFINANCEMENT NATIONAL)
107 500 EUR**

**FONDS RENOUVELABLE:
(PLAN D'ACTION DE COHÉSION)
194 700 EUR**

Les locaux confisqués à la mafia à Balestrate, une ville côtière de 6000 habitants dans la province de Palerme en Sicile, seront utilisés pour accueillir un centre de jeunesse.

L'immeuble a été confisqué à un mafieux local et transféré à la municipalité de Balestrate en 2009. Il a été rénové grâce à un financement de 530 000 EUR, dans le cadre du «Programme opérationnel national pour la sécurité», en vue d'en faire le premier centre pour jeunes de la ville.

La municipalité de Balestrate a lancé, en décembre 2015, un appel d'offres pour l'administration du centre. L'offre gagnante a été soumise par une association de six organisations locales à but non lucratif voulant créer un réseau pour le plus grand projet de participation des jeunes dans l'histoire de Balestrate.

La création d'un centre de jeunesse dans un immeuble confisqué à la mafia, et sur un territoire où la présence de la criminalité est importante, revêt une forte signification symbolique. L'administration publique italienne reprend les biens de la mafia pour les remettre ensuite à la société civile, et en particulier aux jeunes.

Ainsi, des activités visant à promouvoir et à diffuser la culture de la légalité seront menées dans le centre afin d'empêcher les jeunes de s'engager sur la voie de la criminalité, en les sensibilisant aux questions de la légalité, de l'égalité, du respect et de la démocratie. Ces activités seront encouragées par la diffusion et les témoignages pour transmettre à la jeune génération l'engagement des nombreuses personnes qui ont perdu la vie dans la lutte contre la criminalité.

Des initiatives culturelles sur la légalité et la lutte contre la mafia, le racket et l'usure se dérouleront parallèlement à la promotion des camps de bénévolat pour les jeunes intéressés par la lutte contre la mafia.

La culture à l'ordre du jour

Des ateliers d'art, de théâtre et de musique seront organisés dans le centre afin de mettre à profit les compétences professionnelles des six organisations gérant le projet. Des formations à la citoyenneté ainsi que des cours de motivation et de soutien seront également dispensés pour prévenir le décrochage scolaire. Les organisateurs sont en effet convaincus que la lutte contre la mafia doit commencer par la culture et l'éducation.

Un «Laboratoire Europe» (Laboratorio Europa) sera créé pour faire connaître les opportunités offertes aux jeunes par les programmes européens, tels que Erasmus+, l'Europe pour les citoyens, l'Europe créative et la Garantie pour la jeunesse.

Le centre sera donc à la fois un lieu réel et emblématique – un site de développement et de diffusion de la culture de la légalité afin de renforcer le sentiment de sécurité dans la région et pour y améliorer la qualité de vie. Ce sera un endroit permettant la création et le soutien de nouvelles idées de projets pour diffuser la conscience citoyenne et la liberté de participation, surtout parmi les jeunes.

Enfin, le centre symbolisera la présence de l'UE profondément dans le sud de l'Italie – ce sera un symbole de rachat et de croissance créé grâce aux opportunités offertes par les institutions de l'UE. ■

PROJETS

L'EXPERTISE DES PME DANS LA RESTAURATION DURABLE DE VÉHICULES

**INVESTISSEMENT TOTAL:
3 605 900 EUR**

**FINANCEMENT DE L'UE:
1 000 000 EUR**



Hans Visser, le coordinateur du projet Mobiel Erfgoed Centrum s'entretient avec Panorama sur l'aide apportée aux PME locales pour créer une industrie viable dans la restauration de bateaux, d'avions, de voitures et de trains usagés.

Les petites et moyennes entreprises (PME) manquent souvent d'expertise dans la manière d'appliquer au mieux leurs connaissances et de commercialiser leurs idées. En apportant les outils et les ressources pour aider les propriétaires et les organisations de préservation du patrimoine à restaurer durablement et à conserver différents modes de transport, le projet Mobiel Erfgoed Centrum

(MEC) a joué un rôle important en permettant aux entreprises de réaliser leur potentiel commercial.

Le projet a mis au point un portail de valorisation des connaissances où les PME peuvent trouver de l'aide sur la manière de tester leurs prototypes ou de former des partenariats. Un environnement propice à l'innovation et ouvert a été développé pour rassembler des entrepreneurs, des établissements d'enseignement et des installations de test, qui devrait accélérer la mise sur le marché de nouveaux services et produits.

Panorama: Quelle «étincelle» a permis de lancer ce projet?

Hans Visser: Répondre aux besoins des entreprises est vraiment ce qui fait avancer ce projet. En outre, nous avons vu une belle opportunité de tester des prototypes sur des véhicules sélectionnés qui se trouvaient dans des musées participants. Ainsi, nous avons pu créer un environnement de «fab-lab» de haut niveau mais à faible coût pour l'innovation des PME.

Qui a pris les commandes de ce projet?

Mobiel Erfgoed Centrum est une fondation indépendante soutenue par le monde des affaires, des universités, d'autres structures d'enseignement (instituts de formation professionnelle) et le gouvernement. La MEC Foundation vise à rassembler et

à transférer les connaissances, l'expertise et les compétences nécessaires pour conserver, gérer et traiter les objets du patrimoine mobile et les transférer aux entreprises, aux particuliers, aux établissements d'enseignement et aux jeunes aux Pays-Bas.

Quel était le degré d'implication des PME?

La fondation a travaillé directement avec les PME en les aidant à alléger les charges administratives et à développer de nouvelles connaissances et techniques innovantes. Le projet MEC a également rassemblé quelques-uns des meilleurs acteurs économiques de la région, notamment dans les secteurs de la chimie, de l'énergie, de la marine et des transports.

Comment le financement a-t-il été obtenu et géré?

Avant la demande au FEDER, le coordinateur a reçu un cofinancement de la ville de Rotterdam pour toute la durée du projet. Cela nous a donné confiance dès le début du projet et nous a permis d'amortir les coûts de démarrage, notamment les frais de secrétariat. Le financement de l'UE a ensuite été obtenu grâce à la participation enthousiaste des entreprises et des instituts de formation professionnelle. Il a été géré par l'intermédiaire d'une fondation coopérative mise en place spécialement pour gérer et

aider les PME impliquées dans des projets européens.

Quelles étaient les relations avec l'autorité de gestion?

Il y a eu des contacts réguliers avec «Kansen voor West», notamment sur les modifications importantes et financières apportées au projet. En outre, le traitement et les versements étaient toujours effectués rapidement. Nous avons aussi estimé que leurs opérations d'audit étaient professionnelles et engagées, ce qui nous a aidés à mieux gérer les états financiers. Le rapport financier demandait beaucoup de travail de la part du secrétariat, mais leur aide a permis de supprimer de nombreuses charges administratives qui reposaient sur nos PME partenaires.

Comment a évolué le partenariat durant le projet?

Le projet a tout le temps profité d'une coopération enthousiaste de tous les partenaires, ce qui représente une centaine de personnes. En effet, beaucoup ont décidé de continuer à collaborer à la fin du projet pour poursuivre le développement de nouvelles technologies, telles que les cellules photovoltaïques, l'impression en 3D, les matériaux composites et les outils des TIC.

Quels ont été les principaux défis rencontrés?

Le premier défi a été d'encourager de nouvelles opportunités commerciales

dans les secteurs de la restauration, de l'électricité, du fer/de l'acier et de la menuiserie. Ensuite, nous avons dû trouver la bonne manière d'utiliser les techniques multimédias innovantes pour rassembler les connaissances et les compétences requises. Enfin, nous avons dû distribuer les informations nécessaires pour la restauration, la gestion et le traitement des objets du patrimoine mobile.

Pouvez-vous identifier trois ou quatre étapes importantes?

Faire en sorte que tout fonctionne au niveau administratif a été un véritable défi, même si tout s'est bien déroulé dès que nous avons rempli notre rapport d'étape. Nous avons organisé plusieurs conférences et participé au Salon Interclassics, où nous avons communiqué nos résultats. Ces événements ont engendré de nouvelles perspectives sur la manière de transférer les connaissances et les compétences, ce qui est important pour développer la chaîne d'innovation sociale entre les PME et les instituts de recherche/d'enseignement.

Qui sont les principaux bénéficiaires du projet MEC?

De toute évidence, les PME participantes, car elles développent de nouveaux produits et processus innovants pour restaurer différents modes de transport. En réalité, à ce jour, le projet a permis la création de 92 emplois à temps plein, et les institutions de formation professionnelle en ont également bénéficié. Le portail fournira un accès facile et direct aux principales conclusions du projet, en particulier pour les PME et les instituts professionnels impliqués dans la mobilité propre et l'entretien.

Quels résultats durables ressortent de ce projet?

Nous espérons que les connaissances et les compétences acquises et partagées contribueront à assainir Rotterdam et la Province de Hollande-Méridionale. Le projet MEC encouragera la mobilité



durable grâce à l'électrification et la reconversion des véhicules pour qu'ils fonctionnent à l'énergie solaire, ce qui permettra d'améliorer la qualité de l'air et de réduire les nuisances sonores. Nos réalisations montrent la combinaison possible de l'artisanat authentique avec les techniques innovantes et les concepts de mobilité propre.

Comment cette approche pourrait-elle être adoptée dans des projets similaires?

La MEC Foundation est déjà impliquée dans un nouveau projet financé par le FEDER qui se concentre sur le développement de nouveaux moyens durables de réduction des taux élevés de pollution des véhicules plus anciens par le biais de l'électrification et des piles à combustible.

Quelles leçons ont été tirées pour l'avenir?

Une chose importante que nous avons apprise est que tout projet devrait reposer sur les besoins des entreprises impliquées. Ce n'est qu'alors qu'il est possible d'établir un dossier commercial durable pour les produits, les systèmes ou les processus innovants à développer. C'était le point de départ de notre projet et nous pensons qu'il devrait être le même pour tout projet sollicitant un financement de l'UE. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.mobielerfgoedcentrum.nl/>





PROJETS

LE SYSTÈME DES SOINS DE SANTÉ GREC PASSE AU NUMÉRIQUE

**INVESTISSEMENT TOTAL:
13 937 100 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE:
13 937 100 EUR**

Le projet e-Prescription modernise le système des soins de santé grec en remplaçant les pratiques existantes du processus de prescription manuscrite par une plateforme opératoire numérisée.

Achevé à la fin de 2015, le projet e-Prescription est actuellement l'une des principales applications d'administration en ligne opérationnelles dans le pays. Grâce au financement du Fonds européen de développement régional, et plus précisément du programme opérationnel «Convergence numérique», l'application pour la santé en ligne a été mise en place et est gérée par IDIKA SA, un centre d'administration en ligne pour les services de sécurité sociale. Le système vise à assurer un environnement de prescription électronique ouvert et modulaire, compatible avec l'UE et interopérable avec les autres applications pour la santé en ligne et les systèmes d'information externes. Il cherche également à améliorer la sécurité des patients et la qualité des soins, ainsi que l'utilisation des ressources.

Le service social numérique connecte et interopère tous les fonds d'assurance nationaux à l'aide d'une plateforme de prescription électronique entièrement intégrée. De cette façon, le projet contribue à la transparence et au soutien de la prise des décisions en assurant des données statistiques précises. De plus, ces objectifs sont étroitement alignés sur la politique de santé grecque (2014-2020) qui accorde la priorité aux soins de santé primaires, à la mise en commun des ressources financières, à l'introduction de nouvelles méthodes administratives et de gestion, à l'adoption de mécanismes de suivi rentables et au développement de politiques pour une meilleure allocation des ressources.

Adaptation aux objectifs

L'opération principale couvre la prescription de médicaments ou d'examen de laboratoire, qui commence par le suivi des demandes et se termine par le paiement aux bénéficiaires.

Les prescriptions électroniques générées par le médecin sont conservées dans la base de données nationale, à laquelle les pharmacies et les laboratoires d'analyses médicales ont accès pour réaliser les prescriptions. Les informations conservées dans la base de données sont disponibles, par le biais d'un accès sécurisé, pour les organismes d'assurance maladie, le ministère de la Santé et les autorités de contrôle, entre autres. De même, toutes les transactions via les fonds d'assurance sociale nationaux, y compris les visites de médecins et les recommandations médicales électroniques, sont suivies et gérées du début jusqu'à la fin.

Du point de vue des patients, les prescriptions électroniques remplacent les prescriptions manuscrites très souvent illisibles, ce qui simplifie leur renouvellement tout en réduisant les risques d'erreur de lecture des recommandations du médecin. Les données datant de 2015 montrent qu'environ 3 millions de patients par mois ont profité des nouveaux services de prescription.

De même, la Prescription électronique contribue à assurer une couverture d'assurance moins complexe en simplifiant la procédure entière et en garantissant que les dossiers des patients sont tenus à jour.

En outre, le nouveau service numérique donne aux médecins un aperçu détaillé de l'historique médical des patients ainsi qu'un meilleur alignement sur les directives médicales et la pratique pharmaceutique. La réaction positive au système e-Prescription est visible dans les statistiques recueillies qui montrent que, bien que récemment introduit, il couvre déjà plus de 98% de toutes les prescriptions faites aujourd'hui dans tout le pays.

Dernier point, mais non le moindre, un système e-Santé, comprenant une large gamme d'outils et de services, est également mis en œuvre dans le cadre du projet. Il a modernisé le système e-Prescription déjà couronné de succès au niveau national. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.e-prescription.gr>

PROJETS

ÉQUILIBRE ENTRE L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT DANS LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE

**INVESTISSEMENT TOTAL:
6 603 200 EUR**

**INVESTISSEMENT DE L'UE:
4 351 700 EUR**

Le projet Baltic COMPASS a réuni les parties prenantes régionales des secteurs de l'agriculture et de l'environnement pour lutter contre l'enrichissement excessif en nutriments (appelé également eutrophisation) de la mer Baltique et de son bassin hydrographique.

Parmi les principales parties prenantes du projet se trouvaient les autorités publiques, les instituts spécialisés, les organisations agricoles et les entreprises. Ensemble, ils ont réussi à introduire des politiques agroenvironnementales plus efficaces, à partager l'innovation et les meilleures pratiques, à créer des scénarios scientifiques et à investir dans les technologies environnementales pour résoudre le problème de l'enrichissement excessif.

Le projet a également contribué à réduire les inégalités quant aux capacités de gestion des différentes parties prenantes et, ce qui est le plus important, il est parvenu à instaurer une confiance mutuelle entre les secteurs de l'environnement et de l'agriculture.

Le projet Baltic COMPASS a réuni 22 partenaires venant de huit pays longeant la mer Baltique et de Biélorussie. Le projet a permis de créer au moins cinq nouveaux emplois dont certains permanents, grâce au financement du Fonds européen de développement régional (FEDER), dans le cadre de son programme opérationnel de la «région de la mer Baltique» durant la période de programmation 2007-2013.

Solution gagnant-gagnant

«Le projet Baltic COMPASS a permis au secteur agricole de la région de la mer Baltique de trouver des solutions pour satisfaire aux besoins alimentaires quotidiens des 90 millions d'habitants de la région, tout en préservant la mer Baltique. Si les mesures recommandées dans le cadre du projet sont mises en œuvre avec succès dans l'ensemble de la région, elles auront des retombées positives sur la mer Baltique»

a déclaré Ola Palm de l'Institut suédois de l'ingénierie agricole et environnementale (JTI).

À plus long terme, les résultats escomptés de cette initiative comprennent de nouvelles stratégies permettant de réduire l'eutrophisation, des liens plus forts entre les intérêts agricoles et environnementaux, et des mesures au rapport coût/efficacité satisfaisant.

Nous espérons également que les pays de l'est et de l'ouest de la région s'intégreront davantage conformément à la stratégie européenne pour la mer Baltique. De plus, en combinant et en diffusant leurs connaissances et expériences uniques, les parties prenantes ont ouvert la voie à une meilleure connaissance du secteur agroenvironnemental dans l'ensemble de la région. Cela se traduira par des solutions gagnant-gagnant pour l'agriculture et l'environnement sans toutefois affaiblir la compétitivité du secteur agricole.

Le projet a étroitement collaboré avec deux autres projets agroenvironnementaux: Baltic Deal et Baltic Manure. Le résultat le plus visible de cette collaboration est la conférence des parties prenantes «Une agriculture plus verte pour une mer Baltique plus bleue» qui est organisée depuis 2010 et qui est devenue l'événement incontournable pour les acteurs du secteur agroenvironnemental de la région. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

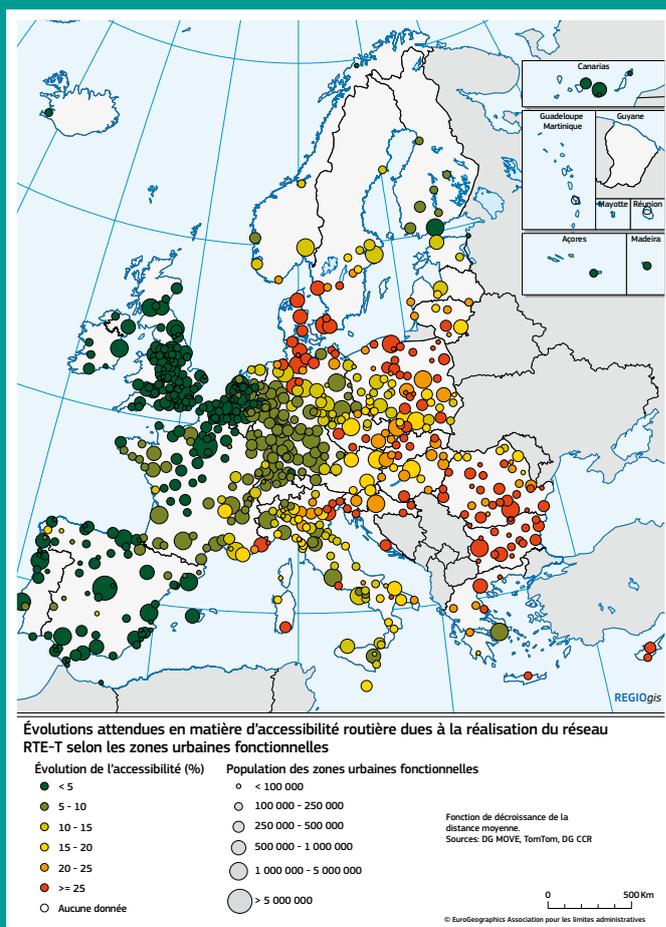
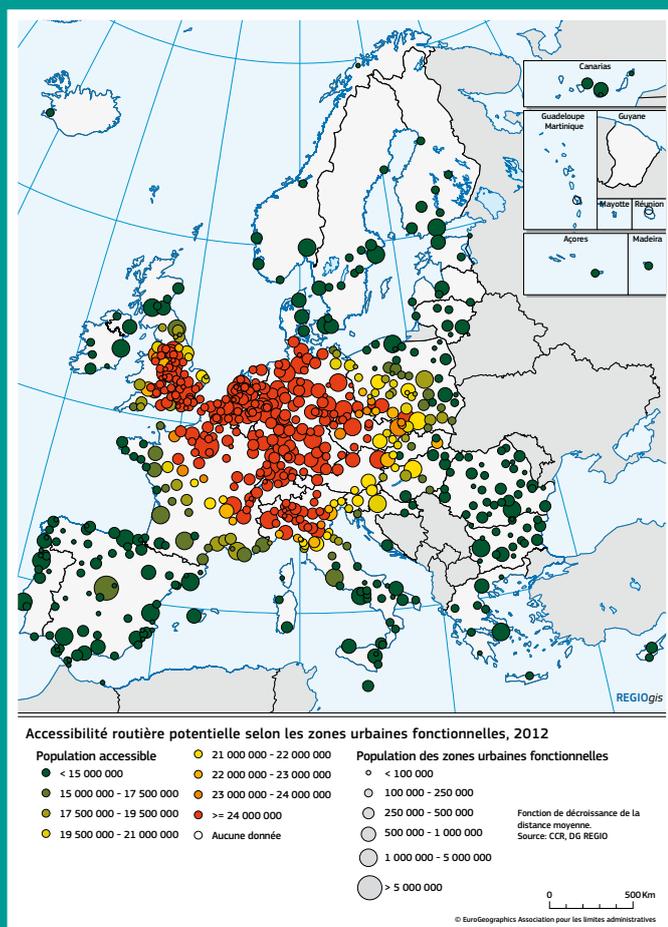
<http://www.balticcompass.org/>

ACCESSIBILITÉ ROUTIÈRE POTENTIELLE SELON LES ZONES URBAINES FONCTIONNELLES, 2012

Cette carte présente le niveau actuel de l'accessibilité par routes entre toutes les municipalités dans les grandes zones urbaines fonctionnelles et toutes les municipalités dans les pays de l'UE et de l'AELE. L'analyse prend en compte la vitesse et les conditions de circulation observées sur l'ensemble du réseau routier, y compris les ponts et les transbordeurs. L'accessibilité est exprimée en nombre d'habitants qui peuvent être rejoints, en prenant en compte la durée nécessaire au déplacement pour arriver à destination. L'accessibilité est plus importante dans les villes au centre de l'Europe, cependant, certaines des grandes villes plus périphériques, comme Varsovie ou Budapest, ont également atteint des scores d'accessibilité élevés.

ÉVOLUTIONS ATTENDUES EN MATIÈRE D'ACCESSIBILITÉ ROUTIÈRE DUES À LA RÉALISATION DU RÉSEAU RTE-T SELON LES ZONES URBAINES FONCTIONNELLES

Cette carte présente les changements attendus en matière d'accessibilité des zones urbaines fonctionnelles suite à la réalisation du réseau transeuropéen de transport. La politique RTE-T, soutenue par les instruments de la politique de cohésion, investit dans la construction de nouvelles routes et dans l'amélioration de celles qui existent. Plusieurs zones urbaines fonctionnelles devraient bénéficier de gains d'accessibilité importants (très souvent + 20%) grâce aux projets RTE-T. Cette augmentation de l'accessibilité est particulièrement forte dans les villes en Bulgarie, Roumanie et Croatie.



Source: CCR (sur la base des données de TomTom, EuroGeographics, Eurostat, la DG REGIO et la DG MOVE RTEtec)

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom, ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et au contrôle de cette publication, pourraient s'y glisser.

Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2016

ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2016

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

(*) Les droits d'utilisation de ces images sont accordés exclusivement pour le magazine Panorama (numéro 58); les images peuvent être reproduites uniquement dans le cadre du numéro 58 du magazine Panorama et dans ses différentes versions linguistiques – les images ne peuvent être utilisées à aucune autre fin.

L'utilisation et la reproduction de tout matériel émanant d'une tierce partie, protégé par le droit d'auteur et identifié comme tel requièrent la permission du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Printed in Belgium

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé.

Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en août 2016.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © iStock, albertogardin

Page 4: © iStock, Kaycco

Page 7: © iStock, standret

Page 8: © Martijn Beekman

Pages 6, 9, 10, 11, 12, 28, 29, 30, 36, 43:

© Commission européenne

Page 14: © iStock, RicoK69

Pages 16, 17: © RWMC Ljubljana

Page 20: © iStock, knape, © Conseil de la région d'Oulu

Page 21: © iStock, Alvaro Arroyo, © Agence de cohésion et de développement

Page 23: © iStock, Delpixart, © Antoine Darnaud - Région

Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Page 24: © iStock, Borisb17

Page 25: © Comté de Stockholm

Pages 26, 27: © Črt Slavec - Bureau gouvernemental

pour le développement et la politique européenne de

cohésion, Slovénie

Page 31: © Diritti a Scuola

Page 32: © Living Lab

Pages 30, 33: © Thinkstock, fotoember

Page 35: © Administration de la région des Pouilles

Page 37: © Thinkstock, Creatas Images

Page 39: © Ministère du Développement économique,

Pologne, © Bureau gouvernemental pour le développement et la politique européenne de cohésion, Slovénie, © FEDER Luxembourg, © Lisbonne 2020

Page 40: © Marjorie Jouen

Page 41: © iStock, RoBeDeRo

Page 42: © Comité des régions

Page 45: © Municipalité de Balestrate

Pages 46, 47: © Municipalité de Balestrate

Page 48: © e-prescription

Page 49: © Baltic COMPASS

PROGRAMME

10-13 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions
et des villes (et cérémonie des RegioStars)

3-4 NOVEMBRE

Bratislava (SK)

5^e Forum annuel de la stratégie de l'UE
pour la région du Danube

8-9 NOVEMBRE

Stockholm (SE)

7^e Forum annuel de la stratégie de l'UE
pour la région de la mer Baltique

30-31 MARS 2017

Bruxelles (BE)

Forum des régions ultrapériphériques

26-27 JUIN 2017

Bruxelles (BE)

Forum sur la cohésion

RESTEZ CONNECTÉ(S)



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



@EU_Regional
#CohesionPolicy | #ESIFunds



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



RegioNetwork



yammer.com/RegioNetwork



[ec.europa.eu/commission/2014-2019/
cretu_en](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)
@CorinaCretuEU

Vous trouverez davantage d'informations sur ces événements dans la section Agenda du site Inforegio:
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/



Office des publications

Commission européenne,
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Ana-Paula Laissy
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
E-mail: regio-panorama@ec.europa.eu